

ESPACE de libertés

Mensuel du Centre d'Action Laïque / FÉVRIER 2021 / N°496

Dossier

Santé circulaire, une approche décloisonnée

Grand entretien avec

Tahar Ben Jelloun

Menace sur publications : les nouveaux censeurs



3 Édito

La loi du plus fort ne peut devenir la norme. SANDRA EVRARD

4 Quoi ?!

6 Grand entretien

« Apprendre à penser, c'est reconstruire ce que l'on vous dit ». Après le racisme, l'islam et le terrorisme, l'écrivain pédagogue Tahar Ben Jelloun explique la philosophie aux enfants.

CATHERINE HAXHE

10 Dossier Santé circulaire, une approche décloisonnée

Humains, animaux et environnement sont irrémédiablement liés sur cette planète. Quand l'un d'entre eux va mal, les autres en pâtissent. Et quand les hommes et les femmes prennent soin de ce qui les entoure, tout le monde en bénéficie. Une approche circulaire de la gestion de la santé ne serait-elle pas le plus beau cadeau à offrir dès à présent aux générations futures ?

46 Libres ensemble

46 Menace sur publications : les nouveaux censeurs. Politique, économique, religieuse ou morale : la censure n'a pas de secret pour l'historien Jean-Yves Mollier.

PHILIPPE FOUSSIER

50 L'immigration sans clichés : alors, surpris ? En Europe, moins de 1 % des habitants sont des réfugiés. Les études de terrain mettent à mal bien des idées fausses. FRÉDÉRIC SOUMOIS

54 Le planning familial, un champ (dé)polarisé ? Du côté des moyens de contrôle des naissances, la logique historique des piliers perdure. ANNE-SOPHIE CROSETTI

58 International

60 Là où la solidarité brise l'isolement.

À Livourne, ville côtière ouverte sur le monde, réfugiés et personnes âgées se soutiennent mutuellement. DARIO ANTONELLI et GIACOMO SINI

64 Soudan : un fragile espoir de liberté. Succédant à des années de dictature et à la révolution du peuple en 2019, un vent de démocratie et de laïcité souffle sur le troisième plus grand pays d'Afrique.

FRANÇOIS FINCK

67 La marée verte. Après l'échec d'un premier débat parlementaire, suivi d'une vague féministe qui n'a plus cessé de déferler, la très catholique Argentine vient de voter une loi autorisant l'avortement.

BÉRANGÈRE MARQUES-PEREIRA

70 Culture

72 Privés de concert. En mal de « live », le chanteur Saule ne cède pas pour autant au défaitisme.

SIGRID DESCAMPS

74 Des dess(e)ins pour demain. La mine (de crayon) n'est pas très réjouie : c'est le monde croqué par les dessinateurs. FERNAND LETIST

76 « Il faut sanctuariser la salle de cinéma ». Les plateformes ne remplaceront pas les salles obscures, scande le cinéphile cinéphage Jacques-Henri Bronckart. SIGRID DESCAMPS

78 Des idées et des mots

80 Coup de pholie

Le naturel revient au galop, gare à ses sabots ! MATHIEU BIETLOT

La loi du plus fort ne peut devenir la norme

La loi du plus fort doit cesser. S'il est une leçon que l'on peut encore tirer (il y en aura certainement d'autres) des derniers événements survenus aux États-Unis, c'est que la loi du plus fort ne peut devenir la norme. En pénétrant telle une horde de Vikings dans ce symbole de la démocratie qu'est le Capitole, en le saccageant, en brandissant fièrement leur irrespect revendiqué comme une marque de fabrique, ces contestataires ont employé la force plutôt que l'intelligence ou la médiation et le consensus démocratique. Cela nous a d'autant plus choqués que nombre de ces rustres font partie de l'extrême droite, dont on connaît les desseins politiques. L'autre danger réside dans leur propension à dispenser sans limites des croyances et des mensonges qu'ils imposent au nom d'un certain non-conformisme. Car ils ne sont quand même pas des moutons, eux ! Attention, l'idiocratie n'est pas loin. Mais elle ne doit pas faire la loi.

Et pourtant, en dehors de cet épisode spécifique, ne sommes-nous pas tou.te.s régulièrement confronté.e.s à cette loi du plus fort qui s'impose chaque jour un peu plus et fait fi de nos droits élémentaires, de notre intégrité et, par-dessus tout, de notre dignité ? Cela se passe à tous les instants sur les réseaux sociaux, pourvoyeurs d'insultes, d'agressions gratuites et d'affirmations tonitruantes qui effacent les propos argumentés. Cela se passe en pleine rue, lorsque les femmes se font insulter et harceler. Cela se passe au bureau, lorsque les abus de petits pouvoirs font office de management. Cela se passe enfin dans les cours de récréation, lorsque les plus âgés maintiennent les plus jeunes (et particulièrement les filles) dans la crainte de la résolution de différends par les coups. Il faut que cela s'arrête. Nous devons tou.te.s prendre nos responsabilités et ne pas laisser passer ni s'installer ces comportements intimidants. Nous devons inlassablement rétablir la réalité basée sur la raison, sur la science et sur l'esprit critique (le vrai !).

Ramener les partisans des théories du complot à la réalité n'est pas simple. Il faudra certainement sur le métier remettre l'ouvrage, encore et encore. Mais nous devons par-dessus tout nous préoccuper de l'impact de cette tendance sur les plus jeunes. En plein apprentissage théorique et culturel, en pleine découverte de la vie, tout simplement, ils sont sensibles et malléables. Il est donc d'autant plus crucial de leur proposer des bases solides pour qu'ils forgent leur esprit critique, de les outiller pour qu'ils soient capables de faire face à la désinformation. L'école et les enseignants sont au cœur de cette tempête. Raison pour laquelle nous pensons qu'il est extrêmement urgent que chaque enfant puisse suivre au minimum deux heures de cours de philosophie et citoyenneté (CPC), que ce moment commun à tous les élèves leur permette d'aiguiser leur opinion, de construire une argumentation solide et de débusquer les *fake news*, les manipulations et autres abus. Ils sont la société de demain. Notre avenir est donc entre leurs mains. Donnons-leur toutes les chances afin que celui-ci soit basé sur la raison au travers d'une citoyenneté active et constructive. 

Opinion

Assange : un enjeu pour la liberté de la presse

Julian Assange est réclamé par la justice américaine, qui le poursuit pour la diffusion de centaines de milliers de documents confidentiels. La fameuse affaire WikiLeaks connaît là un nouveau rebondissement. L'Australien de 49 ans risque une condamnation de 175 ans d'emprisonnement pour espionnage. Mais, début janvier, la juge britannique Vanessa Baraitser a refusé l'extradition du journaliste lanceur d'alerte. Peut-on s'en réjouir ? L'opinion de Pierre-Arnaud Perrouty, directeur de la Ligue des droits humains.

« C'est une victoire à double tranchant : dans l'immédiat, c'est positif, car son état de santé ne permet pas de l'extrader, et, sur le fond, nous sommes nombreux à contester la raison même de son extradition. Mais le problème, c'est que le motif invoqué par la justice anglaise laisse présager que, s'il avait été apte à pouvoir être extradé, il l'aurait été, ce qui va plutôt dans le sens de la justice américaine. Il y a donc un vrai danger. La juge émet l'hypothèse d'un engagement de Assange dans des activités allant au-delà du strict travail de journaliste. Tout l'enjeu sera donc de départager ce qui relève en l'espèce du travail journalistique et ce qui n'en relève pas, auquel cas le droit américain est moins protecteur. Les États-Unis basent leur action en justice sur l'*Espionage Act*. De mémoire, c'est la première fois que cette loi datant de la Première Guerre mondiale est utilisée à l'encontre d'un journaliste, mais pas d'un lanceur d'alerte comme Snowden ou Manning. C'est donc très dangereux pour l'avenir de la liberté de la presse. Les Américains sont conscients de cette limite, raison pour laquelle ils ont aussi décidé de poursuivre Assange pour intrusion dans le système informatique (par Chelsea Manning en l'occurrence, qui lui a fourni les informations) et espionnage. On sent donc bien que les États-Unis ne sont pas très à l'aise quant aux fondements juridiques et qu'il s'agit surtout d'une décision politique épidermique. Ils ont fait appel de la décision. Dans cette attente, Assange a demandé à être libéré sous caution et cela lui a été refusé. C'est un abus, car si le motif invoqué est la raison de santé, il devrait pouvoir sortir, d'autant plus qu'il aurait pu fournir comme gage de sécurité une caution considérable.


© Pedro Pardo/AFP

La justice britannique estime qu'il pourrait s'enfuir, se référant au fait qu'il s'est précédemment réfugié à l'ambassade d'Équateur. Ce qui est certes un peu extrême, mais ce qui l'est encore davantage, c'est la peine de 175 ans d'emprisonnement qui l'attend s'il est extradé aux États-Unis. Assange est certes une personnalité particulière, mais son image a été fort souillée par les Américains, qui l'ont d'abord accusé de viol, puis qui ont affirmé qu'il a mis en danger de mort plusieurs personnes, ce qui n'a jamais été prouvé. Or, au-delà de sa personne, les enjeux sont énormes. [...] Assange serait sûrement mieux protégé s'il était Européen. L'administration Biden pourrait changer la donne, mais cela reste un point d'interrogation pour l'instant. » (se)

Le vendredi, c'est hot dog

En matière de parodie de religion, on pensait jusqu'à il y a peu que le pastafarisme détenait la médaille d'or. Mais c'était avant de lire les interviews de deux discordianistes dans *Le Monde*. Le discordianisme, cette « parodie de religion ou religion déguisée en parodie », est né aux États-Unis à la fin des années 1950 et s'oppose aux cultes qui veulent ordonner le monde et n'aiment pas trop ce qui fait bazar. « Nous, on reconnaît le flou, le hasard, le désordre et la difficulté à l'appréhender. On vénère Éris (déesse grecque de la Discorde), personnification du chaos, qui regroupe à la fois l'ordre et le désordre », a expliqué l'adepte au journal français. Parmi de nombreux principes plus farfelus les uns que les autres – la loi du 5 couplée à l'énigme du 23, le potentiel papal de chacun.e, la liberté d'invention de nouveaux dogmes discordiens, l'usage vivement recommandé du *mindfuck* qui consiste à ébranler les certitudes des autres –, le discordianisme impose de manger un hot dog le vendredi, mais interdit le pain à hot dog. Un.e bon discordianiste se fera donc un point d'honneur de fourrer sa saucisse dans le pain prohibé. Certains l'aiment chaud, d'autres très absurde. (ad)

Des « anges » qui dérangent

Non sans surprise et horreur, une Italienne a découvert il y a quelques mois, dans une partie du cimetière Prima Porta situé à Rome, une petite tombe ornée d'une croix avec son propre nom et la date de l'avortement thérapeutique qu'elle avait subi en 2019. C'est dans ce

macabre « jardin des Anges » que l'entreprise municipale qui s'occupe des immondices et des cimetières a décidé de procéder à des centaines d'enterrements, parfois accompagnés par une cérémonie religieuse organisée par des activistes « pro-vie ». Interrogée, l'entreprise a évoqué une loi de 1939 qui autorise les familles à inscrire le nom de la mère sur la sépulture dans le cas d'un bébé mort-né... « Les familles » n'ont ici absolument rien demandé, et l'anonymat est pourtant censé être garanti par la loi 194 qui autorise l'avortement en Italie, jusqu'à 3 mois de grossesse pour les IVG et 5 mois pour les IMG depuis 1978. Plus de cent femmes se sont entre-temps réunies pour un recours collectif, et Differenza Donna, le groupe féministe pro-choix qui suit l'affaire de près, a porté plainte, estimant que les droits humains et la vie privée des femmes avaient été gravement violés. Ce scandale, révélé par *The Guardian*, a au moins eu le mérite de relancer le débat sur les difficultés que rencontrent par les Italiennes pour accéder à l'avortement, tant l'objection de conscience brandie par les gynécologues et des institutions hospitalières tout entières est forte. (ad)

Humus n'amasse pas mousse

Une étude récente menée par l'UCL sur la faisabilité de l'humusation des corps comme nouvelle pratique funéraire est arrivée à la conclusion que la méthode n'est pas au point et qu'elle pourrait provoquer une pollution des cours d'eau aux nitrates. Très critique à l'égard de cette étude dont elle conteste la méthodologie et les résultats, pointant de nombreuses omissions, la fondation Méタmorphose, dont l'expertise n'a été que peu ou prou sollicitée, estime qu'elle ne démontre rien d'autre que l'éventualité de voir « échouer un processus de compostage ». Alors que, depuis 2015, cette fondation wallonne située à Chaumont-Gistoux fait figure de précurseur mondial en la matière (organique), développant l'idée et les moyens de « donner la vie après sa mort en régénérant la terre », et que 4 500 Wallons et Wallonnes ont déjà choisi – sur le papier – ce mode de sépulture, le procédé n'est toujours pas autorisé en Belgique. Et l'idée a même été abandonnée par le gouvernement wallon. C'est finalement dans l'État de Washington que le premier centre de compost humain ouvrira ses portes cette année. C'est ce qui s'appelle se faire couper l'humus sous le pied. (ad)

« Apprendre à penser, c'est reconstruire ce que l'on vous dit »

Il est l'écrivain francophone le plus traduit dans le monde, lauréat du prix Goncourt en 1987 pour « La Nuit sacrée ». Il est aussi poète, peintre, philosophe et pédagogue. Après avoir publié « Le racisme expliqué à ma fille », l'islam ou encore le terrorisme expliqués à nos enfants, Tahar Ben Jelloun s'attaque aujourd'hui à la philosophie.

Propos recueillis par Catherine Haxhe
Journaliste

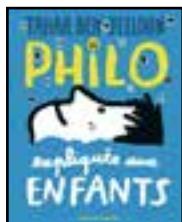
Vous aimez être un passeur, un lien de l'ancienne vers la nouvelle génération. Comme vous l'êtes du Maroc vers la France, finalement ?

Tout à fait. Je suis un pédagogue, parce qu'à partir du moment où j'ai eu des enfants, ils ont commencé à poser des questions, je me suis mis à réfléchir afin de répondre aux mieux à leurs interrogations et, par extension, à ce que d'autres parents puissent répondre aussi à celles que leurs enfants peuvent leur poser. Et quand j'allais dans les écoles parler du racisme, par exemple, je me rendais compte que j'expliquais pas mal de concepts relevant de la philosophie comme le droit, la justice, la morale, la vie, la mort, l'amitié, l'amour. Je me suis donc dit : « Pourquoi ne pas en faire un livre ? » Cela m'a pris un an et demi, mais ce n'est pas un dictionnaire de philosophie : je raconte des histoires, et dans ces

histoires, je glisse des concepts quotidiens que j'explique.

Quel âge ont les enfants à qui s'adresse ce livre ?

J'ai testé le livre auprès d'enfants qui ont 11 et 12 ans. Ce n'est pas un livre d'histoire de la philosophie, je ne raconte pas les théories de Spinoza ou d'Aristote. J'essaye de prendre des concepts quotidiens. Si, dans la cour d'école, un enfant vole le goûter d'un autre, on va lui dire : « Tu n'as pas le droit. » Mais c'est quoi, le droit ? Il faut lui expliquer ce qu'est la justice, ce qu'est le vol, et ainsi de suite. J'amène les concepts au fur et à mesure que je raconte des histoires.



Tahar Ben Jelloun,
« La philo expliquée aux enfants »,
Paris, Gallimard
Jeunesse, 2020,
208 pages.

Vous décortiquez, expliquez près de 190 mots tels que le bien, le mal, la vérité, l'ennui, l'amour, la solitude, l'argent, la tolérance. Comment les avez-vous choisis ?

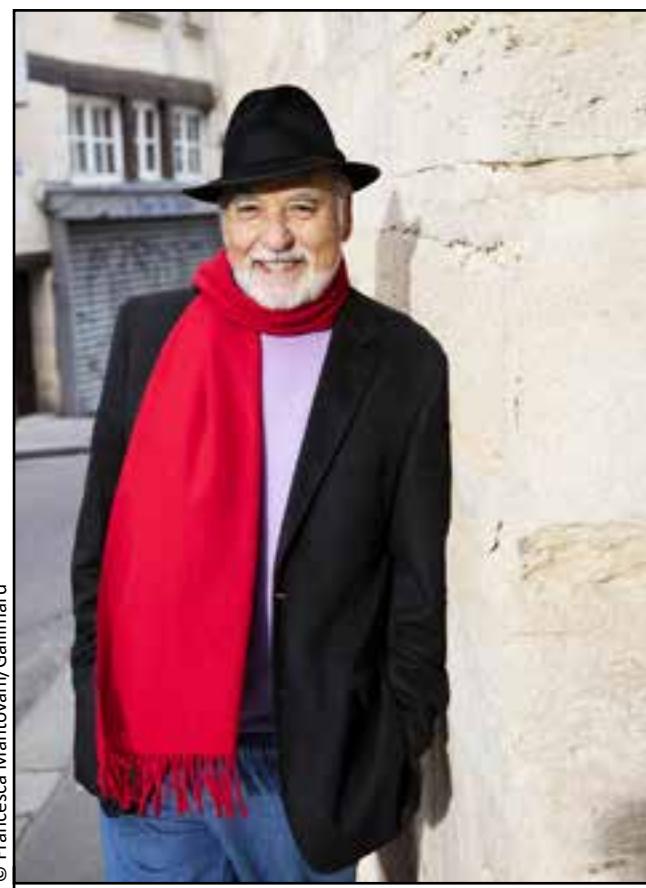
J'ai dû faire un tri parce que je pensais toujours à la capacité de compréhension des enfants. Le mot « métaphysique », par exemple, était trop compliqué, donc je l'ai supprimé. Les enfants, il faut leur faire confiance, ils sont intelligents, pleins d'envie, de curiosité pour savoir et pour comprendre les choses. Il ne faut jamais les sous-estimer et tout vient de là. Tous les problèmes qu'ont les adultes plus tard viennent, à mon avis, du contact que les parents ont eu avec eux.

Vous utilisez un mot qui est très beau, c'est l'étonnement. C'est un peu cela, philosopher, c'est s'étonner. Les enfants le font naturellement selon vous ?

L'étonnement est l'une des définitions que donne Aristote de la philosophie et de la vie. Tant qu'on est étonné, c'est-à-dire curieux de savoir ce qui arrive, quand on voit quelque chose de nouveau qui arrive, on est étonné. Finalement, on se dit : « On a encore des choses à apprendre ». Et c'est ça, l'étonnement. On est face à quelque chose qui se développe, et apprendre, c'est savoir qu'on a toujours quelque chose à apprendre. Ça ne s'arrête jamais. Il n'y a jamais quelqu'un qui va dire « ça y est, je sais tout », car personne ne peut savoir tout. On le voit aujourd'hui avec la situation sanitaire : on peut même avouer que l'on ne sait pas grand-chose.

Développer l'esprit critique, alors ? Ce serait ça ? Esprit critique et doute ?

Évidemment, le doute ! Mais il faut faire attention, parce qu'il ne faut pas non plus qu'on ne fasse que douter. Il faut douter d'une manière mesurée, intelligente, retenir ce qui est vrai et



© Francesca Mantovani/Gallimard

La philo en 190 mots : un jeu d'enfant !

rejeter ce qui est faux. Nous sommes aujourd'hui entourés et submergés par toutes ces nouvelles technologies où l'on raconte n'importe quoi et il faut faire attention plus que jamais parce que l'information, maintenant, circule sur tous les réseaux. La première chose que je demande à un enfant, c'est d'abord de penser à dire « non ». Finalement, apprendre à penser, c'est reconsiderer ce qu'on vous dit. Si on vous dit que la Terre est plate, vous dites : « Attendez, je vais réfléchir. Est-ce qu'elle est plate ou ronde ? Est-ce qu'elle tourne ou est-ce le Soleil qui tourne ? » C'est se poser des questions et ne pas tout accepter.

On a toujours demandé aux enfants de se taire, d'écouter le maître. Maintenant, vous proposez aux enfants de douter du maître ?

Il faut apprendre à l'enfant à participer et lui donner le courage d'intervenir, de ne pas avoir peur de ses camarades. Tout le monde a son mot à dire et personne n'a raison, seul. On a raison ensemble. On peut philosopher dans la solitude, mais ça sert à quoi ? Quand on est tout seul dans un coin, on fait des spéculations. Dans une classe d'école, il faut que les idées circulent, il faut qu'il y ait des contradictions. Évidemment, c'est une pédagogie de liberté. L'école, c'est l'éveil à la vie qui se poursuit à la maison, et c'est pour ça que les parents, aussi, ont intérêt à lire ce livre parce qu'ils peuvent aider leurs enfants à répondre à certaines questions.

L'écriture de ce livre a pris de longs mois pendant lesquels une pandémie s'est installée. Est-ce que cela a changé votre regard ?

La crise sanitaire accompagnée de la crise économique va sacrifier certaines libertés, dont celles de l'éducation et de la pédagogie. Les parents vont avoir d'autres soucis, d'autres problèmes à résoudre que de parler à leurs enfants. Malheureusement, c'est ce que je crains.

Vous pensez que les cours de philosophie et de citoyenneté ou la lecture de certains livres, comme celui que vous avez écrit, peuvent aider la jeunesse à y voir plus clair ?

Je suis contre le fait, par exemple, de faire des cours uniquement sur ce qu'on appelle les cours civiques. Non, il faut que le civisme soit présent dans toutes les matières et partout, et tous les jours. Le racisme ou les violences faites aux femmes par exemple sont des problèmes quotidiens, il faut en parler à l'école chaque jour un peu dans chaque matière. C'est un peu la formation et le statut des enseignants qui est en cause. Quand on est si mal payé – on est très mal payé en France quand on est instituteur ou institutrice, et je parle aussi bien sûr des profs du collège, etc. –, la motivation n'existe plus au bout du compte. Ma propre fille est institutrice par passion, elle ne fait pas ça pour gagner de l'argent. Elle gagne 1 700 € par mois. Aujourd'hui, à Paris, vivre avec 1 700 €, c'est impossible. Si je n'étais pas là pour l'aider, elle ne pourrait pas s'en sortir. Il y a d'autres familles où les parents ne peuvent pas aider leurs enfants. Je ne comprends pas que dans une société civilisée qui est pleine de prétentions comme la France, on ne paie pas mieux les gens qui sont à la base. Cette base, c'est l'éducation, c'est l'école ! C'est aussi le personnel soignant, les infirmières, les aides-soignants ! Or, ce sont deux domaines qui sont sous-estimés et mal payés par l'État français. Et ils l'ont constaté, bien sûr, depuis la crise sanitaire, mais rien n'a été fait pour que ça s'améliore.

Bourdieu parlait de capital symbolique. Il faudrait donner autant de capital symbolique, d'estime, à une institutrice qu'à un professeur d'Université ?

Elle est à la base de tout, l'institutrice ! Si elle fait mal son travail, l'enfant risque de grandir un peu courbé. C'est comme, je dirais, un légume que l'on va planter. Si on le repique mal, il poussera mal, c'est tout.

Sur les 190 mots que vous nous offrez, quel mot préférez-vous expliquer aux enfants ?

La générosité. Ça nous amène à parler, bien sûr, de l'amour, de l'amitié, de l'argent, du temps, de donner du temps aux autres, de s'occuper des autres, d'être attentif à ceux qui ont besoin qu'on les aide.

Un autre mot que vous affectionnez aussi – il est présent tout le long du livre – c'est « environnement ». Il s'accompagne du mot « eau » qui n'est *a priori* pas un concept philosophique. Ce sont des choses qui vous préoccupent et que comprennent bien les enfants ?

L'eau n'est pas un concept du tout, c'est un élément de la nature, mais si nous ne faisons pas attention à cette eau qui est synonyme de vie, on arrivera un jour à la fin de tout, à une sorte de cessation globale. Un jour, quelqu'un a dit que « si l'abeille disparaissait de la surface du globe, l'homme n'aurait plus que quatre années à vivre¹. »

Quel est le premier philosophe que vous avez rencontré et qui vous a marqué, dans votre vie d'ado et puis d'adulte ?

Nietzsche est quelqu'un avec lequel j'entretiens une amitié depuis très longtemps. L'autre jour, je relisais

quelques passages de *Ainsi parlait Zarathoustra*, et j'ai retenu celui-ci : « À présent je suis léger; à présent je peux voler; à présent, je suis moi-même en dessous de moi; à présent, Dieu danse à travers moi. » C'est joli.

C'est votre philosophie de vie, en ce moment, pour tenir face aux heures sombres que nous traversons ?

J'essaye, mais vous savez, ce n'est pas facile, parce que le confinement, la peur, l'angoisse de cette saloperie... J'ai perdu en l'espace de trois semaines six amis, l'un après l'autre, de la Covid-19, et ça m'a touché énormément parce que je ne pensais pas les perdre si vite. Il faut faire très attention et, en même temps, espérons que le virus sera vaincu par un vaccin, ou qu'il n'y aura pas de la concurrence sur le plan du fric et de l'exploitation de la misère et de la maladie par les gros laboratoires pharmaceutiques.

Qu'est-ce que vous expliquerez aux enfants dans votre prochain ouvrage qui leur serait dédié, après le terrorisme et la philo ? Qu'est-ce que vous auriez envie de leur dire ensuite ?

J'aimerais beaucoup initier les enfants à la poésie. Je pense que c'est ce qui va nous sauver de la douleur du monde et de la stupidité de l'homme. Pour moi, la poésie, ce ne sont pas uniquement des mots qui s'écrivent, c'est aussi une façon d'être au monde, une façon d'être léger et de danser avec Dieu, ou de permettre à Dieu de danser à travers nous, comme dit Nietzsche l'a écrit. 

¹ La phrase est attribuée, sans doute erronément, à Albert Einstein, NDLR.



Santé circulaire, une approche décloisonnée



Jamais les générations actuelles ne se seront préoccupées de leur santé autant que ces derniers mois. Heureusement, une pandémie, cela ne surgit pas tous les jours ! Disons que nous devons l'espérer... car de plus en plus de scientifiques affirment précisément le contraire : nous risquons de devoir affronter de nouvelles pandémies issues de zoonoses les prochaines années. Pour certains observateurs, cela nous pendait au nez, raison pour laquelle ils préconisent une approche circulaire de gestion de la santé. À l'échelle planétaire. Santés humaine, animale, environnementale constituent un tout, dont les répercussions s'enchaînent au gré des failles. De surcroît, cette approche – également nommée *One Health* – devrait logiquement permettre à l'humanité d'anticiper d'autres types de crises en décloisonnant la vision et la gestion des facteurs qui en sont à l'origine. Mais cela exige de la collaboration à grande échelle, un changement de mentalités et des choix sociopolitiques à assumer, pour les faire exister. (se)

Tout est lié

Si l'on réduit la pandémie actuelle à un problème sanitaire isolé, l'espoir est grand de pouvoir bientôt reprendre notre vie d'avant grâce à un vaccin salvateur. Mais la pensée ne doit jamais se soumettre à la facilité. Si l'on continue à fermer les yeux, le monde va devenir un immense laboratoire médical ainsi que l'avait prévu Ivan Illich¹.

Par Guillaume Lejeune
Animateur - CAL/Charleroi

Le coronavirus n'est que la partie émergée de l'iceberg. Les scientifiques estiment que la fonte du permafrost due au réchauffement climatique va libérer d'anciens virus enfouis. La multiplication des déplacements, l'urbanisation croissante et l'empietement de l'agro-business sur les zones restées sauvages forment par ailleurs le lit de pandémies futures qui n'auront rien d'isolé ou de fortuit. C'est, dès lors, en ayant à l'œil le problème d'un environnement systématiquement négligé par un arraignment capitaliste des milieux, qu'ils soient naturels ou sociaux, qu'il nous faut repenser durablement le secteur de la santé. On notera d'ailleurs que la destruction de l'environnement n'a pas pour seule conséquence la propagation de virus à l'échelle mondiale. Les décès liés à la pollution étaient ainsi estimés, de l'aveu même du président Macron, à 48 000 en France en 2018.

En ciblant trop vite les solutions (vaccins, applications numériques de traçage, etc.), les politiques ignorent une grande partie de la question et posent divers problèmes. Une réponse s'ap-

puyant exclusivement sur les technologies de pointe ne fera que promouvoir un nouveau type d'impérialisme faisant la part belle au secteur privé au détriment des droits fondamentaux et de la justice internationale. Les pays pauvres seront toujours plus asservis aux pays riches, non seulement du fait des réquisits iniques de l'OMC et du FMI, mais aussi du fait de l'utilisation de certaines technologies (logiciels, matériel informatique, vaccins, etc.) détenues par des firmes appartenant aux pays riches.

Des pansements sur une jambe de bois

À côté du salut par la technologie, il est certes aussi question de dédommagements financiers pour les secteurs les plus touchés par la crise sanitaire. Mais le discours actuel des compensations n'est qu'un pansement localisé qui ne devrait en aucun cas être une dispense d'avoir à repenser l'économie dans sa globalité. Toute compensation pécuniaire cache un financement et n'est donc possible que là où les pays en ont les ressources. En outre, si l'on investit

¹ Ivan Illich, *Limits to Medicine. Medical Nemesis : The Expropriation of Health*, London, Boyars Publishers, 1975.

dans le secteur des soins de santé, sans changer le fonctionnement de notre économie, on voudra tôt ou tard un retour sur cet investissement de sorte qu'à l'humain, on préférera les technologies qui forment un marché plus rentable et, ce faisant, on retombera dans une logique de marché agressive et peu respectueuse de l'environnement.

S'il faut soigner le secteur du soin, il faut donc surtout soigner ce qui rend malade notre société prise dans son ensemble, c'est ainsi qu'on désengorgera le secteur et qu'on lui donnera ce dont partout il a le plus besoin : pouvoir enfin respirer. Ce changement de notre société implique de reconSIDérer la notion même de soin. Pourquoi le « soin » est-il une notion que l'on utilise seulement quand les individus sont malades ? Pourquoi n'est-ce pas notre mode d'être par défaut, tel que

le prône l'éthique du *care* issue de l'éco-féminisme ?

Homo sanus in terra sana

La fiction de l'*Homo economicus* nous a détournés de ce modèle. Mais le marché qu'il sert ne marche pas, il démarche agressivement. Il s'invite par la publicité et les lobbys dans nos foyers, les gangrène de l'intérieur et nous force à consommer de la nourriture de moins en moins saine et respectueuse des milieux qui la produisent. Rappelons, à la suite de l'analyse faite en 2015 par Vandana Shiva, que seulement 30 % de ce qui nourrit l'humanité provient de l'agro-business qui est pourtant responsable de 75 % des dégâts écologiques infligés à la planète².

Même en partant d'intentions supposées bonnes, on crée des désastres si

² Vandana Shiva, *Qui nourrit réellement l'humanité ?*, Arles, Actes Sud, 2020, p. 12.



l'on ne prend pas soin du milieu dans lequel on investit son énergie. Pensons ici au « philanthro-capitalisme » de Bill et Melinda Gates qui, sous prétexte de lutter contre la famine en grossissant les chiffres d'une production déterminée, crée des dépendances vis-à-vis de firmes disposant de monopoles, détruit les traditions locales, et diminue à terme la production globale de nutriments en épousant les sols et en imposant des espèces transgéniques peu nutritives. À ces impacts directs, il faut joindre les aspects généraux du non-respect de l'environnement comme le réchauffement climatique.

Tous les pays n'auront pas les moyens financiers de s'adapter aux conséquences de celui-ci. Faute de solutions locales, les gens chercheront le salut ailleurs. Le problème des migrations se renforcera alors. Une solution en amont est donc plus que jamais nécessaire. En lieu et place de la production de masse aux fins d'objectifs arbitrairement planifiés, pourquoi ne pas faire reposer, à l'instar de la permaculture et des mouvements de transition qui s'en inspirent, l'économie sur les relations bénéfiques que les éléments entretiennent les uns avec les autres ? Attentif au milieu de production, on envisagerait alors cette dernière en même temps que ses rétroactions sur l'environnement. La santé globale de la planète dépend de cette vision complexe. Il en va de même du droit des générations futures à disposer d'un environnement viable. Mais comme les effets généraux de la crise climatique se font sentir aujourd'hui, il est urgent que, conjointement à la promotion



d'une production respectueuse des différents milieux de vie, la convention de Genève soit élargie pour intégrer le cas des réfugiés climatiques.

Ensemble, on peut contraindre nos représentants à exiger cet élargissement. Ensemble, on a aussi le pouvoir de taxer les transactions financières qui alimentent le capitalisme, de boycotter l'agrobusiness et de promouvoir l'économie circulaire. Ayons le courage de le faire, car la transition est la seule voie viable si l'on veut reconstruire une société qui respire la santé à partir de ce monde qui, à bien des égards, s'est déjà effondré. Face aux catastrophes, ne choisissons pas la voie du cynisme, mais celle de l'humanisme, la foi en la capacité humaine à s'autoréguler et à faire preuve de sollicitude. ♀

Un avenir pandémique

Covid-19 incluse, la plupart des épidémies de ces dernières décennies sont des zoonoses, transmises de l'animal à l'homme. L'impact de l'activité humaine sur son milieu naturel – déforestation, agriculture et élevage intensifs, réchauffement climatique – devrait de plus en plus nous confronter à ce type de pandémies à l'avenir.

Par Clara Van Reeth
Journaliste

Le bouc émissaire a d'abord été une chauve-souris, avant de prendre les traits écailleux d'un pangolin. Bien que le monde scientifique n'ait pas encore établi avec certitude comment le coronavirus s'est transmis de cet animal (ou de ces animaux) à l'humain, une certitude s'est rapidement imposée : l'épidémie avait pour épicentre le marché Huanan, à Wuhan, où sont entre autres vendus serpents, grenouilles, castors, chauves-souris, faons, porcs-épics, civettes, etc. Pour garantir leur fraîcheur, beaucoup de ces animaux sont vendus encore vivants sur les étals du marché ; de quoi multiplier les risques de contact entre l'humain et la faune, et les risques de transmission d'un virus entre espèces.

Et c'est ce qui s'est passé avec la Covid-19, une maladie dite zoonotique, car pouvant se transmettre des animaux à l'humain. Abstraction faite de son ampleur, l'épidémie actuelle est loin d'être un cas isolé : le VIH et Ebola étaient hébergés chez des primates avant de contaminer des populations autochtones et des chasseurs. Au Moyen-Orient, au début des années 2010, le virus Mers-CoV s'est transmis à l'homme par des

chameaux, eux-mêmes contaminés par des chauves-souris venues trouver refuge dans une oasis. En 1999, un élevage de porcs construit en lisière d'une forêt malaisienne avait été contaminé (là encore par des chauves-souris) par le virus Nipah, qu'il avait ensuite transmis à l'humain.

« Alors que durant le siècle dernier, on a vu disparaître bon nombre de pandémies et de maladies grâce à la médecine hygiéniste, aux vaccins, aux antibiotiques, etc., on assiste depuis la fin du XX^e siècle à une nette recrudescence des épidémies d'origine animale », retrace Thierry Hance, professeur en écologie à l'UCLouvain au sein du Earth and Life Institute. Selon une estimation du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) d'avril 2020, environ 60 % des maladies infectieuses chez l'homme sont aujourd'hui des zoonoses, de même que trois quarts des maladies infectieuses émergentes.

Une « fatalité »

Revenons-en à notre affaire de bouc émissaire. Et si, en matière de zoo-

noses, il ne s'agissait en fait ni de la chauve-souris, ni du pangolin, ni d'ailleurs d'aucun autre animal sauvage diabolisé, mais plutôt de l'homme lui-même ? Les études qui établissent un lien manifeste entre l'impact de l'activité humaine sur son milieu naturel et la probabilité de voir les pandémies zoonotiques grimper en flèche dans un futur proche se sont multipliées ces dernières années. Un symptôme de l'anthropocène, cette nouvelle ère dont le terme est utilisé pour caractériser l'incidence significative des activités humaines sur l'écosystème terrestre.

Un avenir pandémique ? C'est une « réalité », voire une « fatalité », selon Thierry Hance : « L'Organisation mondiale de la santé publie des avertissements à ce sujet depuis plusieurs années déjà : les zoonoses seront l'une des menaces majeures en matière de santé dans les prochaines décennies. » Le spécialiste décrypte deux dynamiques sous-jacentes à ce diagnostic : d'une part, la croissance sans relâche de la population mondiale et donc des besoins en terres agricoles, qui impliquent « qu'on se rapproche du milieu naturel sauvage et qu'on s'expose davantage aux contaminations ». D'autre part, la vitesse de propagation du virus, une fois transmis à l'humain, que notre mode de vie de plus en plus mondialisé décuple. À quoi s'ajoute un troisième facteur : le changement climatique. « Dans le cas de maladies propagées par les moustiques, c'est très clair. On retrouve désormais le moustique-tigre dans la vallée du Rhône ou le moustique japonais chez nous en raison d'hivers de plus en plus doux, qui permettent aux larves de survivre. »

Concentration d'espèces « hôtes »

Selon des estimations parues dans la revue *Science* en 2018 et reprises dans le dernier rapport de l'IPBES (une plateforme intergouvernementale d'experts de la biodiversité rattachés à l'ONU), les mammifères et les oiseaux hébergeraient 1,7 million de virus encore inconnus, dont 827 000 pourraient infecter les humains. Plus l'homme se rapproche de milieux naturels dont il se tenait jusque-là à distance, plus il risque de s'exposer à ces zoonoses en « hibernation ».

Publié en août dernier, le rapport de l'IPBES souligne que près de 16 % des habitats terrestres et 66 % des habitats humains ont été significativement modifiés en un peu plus de quarante ans. Et alerte explicitement sur les liens entre cette dégradation des milieux naturels et l'exposition à des virus dangereux d'origine animale.

« Ce sont les mêmes activités humaines qui sont à l'origine du changement climatique, de la perte de biodiversité et, de par leurs impacts sur notre environnement, du risque de pandémie », affirme le docteur Peter Daszak, président de l'EcoHealth Alliance, qui a dirigé le rapport de l'IPBES. « Les changements dans la manière dont nous utilisons les terres, l'expansion et l'intensification de l'agriculture, ainsi que le commerce, la production et la consommation non durables perturbent la nature et augmentent les contacts entre la faune sauvage, le bétail, les agents pathogènes et les êtres humains. C'est un chemin qui conduit droit aux pandémies. »

La diminution de la biodiversité joue en effet un rôle clé : en août dernier, des chercheurs du University College de Londres ont publié dans la revue *Nature* une étude portant sur les écosystèmes modifiés par l'humain (zones naturelles converties en terres agricoles ou en villes). Leur conclusion : les animaux qui subsistent dans ces environnements sont davantage porteurs d'agents pathogènes et susceptibles de transmettre ceux-ci à l'humain. *A contrario*, les espèces animales « non hôtes » – moins porteuses de virus ou moins à risque de les propager à l'homme – ont davantage tendance à être « évincées » de ces espaces naturels confisqués par l'homme. « L'intensification favorise les espèces porteuses de maladies et davantage susceptibles

de propager celles-ci à l'humain. On ne peut donc pas compter sur l'effet de dilution qu'apporterait la biodiversité, mais on subit au contraire un effet de concentration. Tout est intriqué », appuie Thierry Hance.

Approche préventive

Quelles pistes d'action face à un avenir si lugubre ? Dans leur rapport, les experts de l'IPBES s'essaient à un brin d'optimisme : « Les preuves scientifiques conduisent à une conclusion encourageante. Nous avons la capacité de prévenir les pandémies », a fait valoir le docteur Daszak. « Mais la manière dont nous les abordons actuellement ignore largement cette capacité [...]. Pour nous échapper de



l'ère des pandémies, nous devons, en plus de la réaction, nous concentrer sur la prévention. »

Un profond changement d'approche qui s'avérerait avantageux sur le plan économique. Selon le rapport des experts de l'ONU, la prévention des pandémies coûterait jusqu'à 100 fois moins cher que la gestion *a posteriori* de leurs ravages. Une prévention qui passe en particulier par la taxation des activités qui encouragent la déforestation (la consommation de viande, notamment) et un financement accru des initiatives de surveillance conjointe de la santé animale et humaine.

Pour le professeur en écologie de l'UCLouvain, il faut aussi davantage de régulation en matière d'alimentation : « Notamment la mise en place de lois internationales sur le commerce du bétail et sur la consommation de viande de brousse, qui a toujours lieu malgré son interdiction dans l'Union européenne. » Selon une étude du SPF Santé publique (décembre 2019), 44 tonnes de viande de brousse arrivent ou transitent chaque année par Brussels Airport.

En matière d'élevage, les zoonoses appellent aussi à la remise en question des « méga-fermes », à 1 000 vaches ou aux milliers de cochons. L'exemple récent du Danemark, où 15 millions de visons porteurs d'une forme mutée du coronavirus ont dû être abattus en novembre, a récemment rappelé l'ampleur irréversible d'une épidémie lorsqu'elle trouve sa place dans un élevage intensif.

La recherche à ses débuts

Aux impératifs sanitaires et écologiques que posent les pandémies, certains seront tentés d'opposer une simple question : comment subvenir aux besoins des près de 10 milliards d'individus que comptera la planète en 2050 ? Selon Thierry Hance, la solution ne passe pas par l'intensification de l'agriculture et de l'élevage, mais commence par la lutte contre le gaspillage alimentaire : « On jette actuellement un tiers de notre alimentation à la poubelle. Une répartition correcte de ce qui est produit permettrait d'éviter d'augmenter la proportion de terres agricoles et d'empiéter sur les milieux forestiers. La FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) l'affirme : on est capables de nourrir 12 milliards d'êtres humains sur Terre. »

Enfin, nul doute que la prévention et l'anticipation des zoonoses passeront aussi par les progrès de la science en la matière. En 2015 déjà, un article scientifique intitulé « Zoonoses virales et émergence : la recherche ne fait que commencer » dressait le constat suivant : « L'étude des mécanismes permettant au virus de s'adapter à l'espèce humaine revêt un intérêt tout particulier, non seulement pour prévenir l'émergence de nouvelles épidémies en développant des outils de lutte antivirale spécifiques, mais aussi pour comprendre les processus adaptatifs d'un virus à son hôte [...]. On peut prévoir que ces recherches vont se développer dans les années à venir. »¹

1 Anna Salvetti et Sylvain Baize, dans *Médecine/Science*, décembre 2015.

Reconnecter les citadins à leur environnement¹

L'espace urbain est devenu le milieu dominant des êtres humains, et sa progression questionne aujourd'hui l'habitabilité des villes. L'imperméabilisation, la densité des constructions et des flux liés au modèle de la ville fonctionnelle contribuent à la perte de biodiversité, à la création d'îlots de chaleur et à la pollution.

Par Dorothée Marchand, chercheure en psychologie environnementale,
et Émeline Bailly, chercheure en urbanisme
Centre scientifique et technique du bâtiment
Université Paris-Est Créteil Val de Marne (UPEC)

Le bien-être et la santé sont également mis à mal dans un contexte génératrice d'anxiété. En bref, l'urbanisation des modes de vie favorise une déconnexion à la nature et à ses bienfaits multiples. En parallèle, le développement du numérique et la vitesse de son déploiement dans la plupart des sociétés traduisent un désir de connexion qui interroge moins qu'il attire. Si la déconnexion à la nature semble évoluer de pair avec la connexion numérique, une réflexion sur les implications psychologiques, sociales et urbaines s'impose pour mesurer les enjeux de cette évolution.

¹ Cet article initialement intitulé « Numérique, ville et nature : reconnecter les citadins à leur environnement » a été publié sur www.theconversation.com le 11 octobre 2020 et est reproduit ici avec l'autorisation de *The Conversation France*.

Les bienfaits de la connexion à la nature

Convaincues de l'urgence de reconnecter les citadins à la nature et de

créer de nouvelles alliances urbaines, nous avons appelé avec des chercheurs du Groupe d'urbanisme écologique à ouvrir les parcs pendant le confinement, en insistant sur l'importance de rester connecté à la nature pour des raisons tant psychologiques, sociales que sanitaires. En matière d'adaptation, la nature dans la ville joue un rôle essentiel. Parcs, jardins, potagers partagés, arbres, façades végétalisées sont autant de possibilités d'expériences, de ressourcement, de qualité d'être. La naturellement des villes crée des ambiances plus calmes, plus ventilées, rafraîchies et apaisées. Elle permet une adaptation au dérèglement climatique tout en réintroduisant de la biodiversité. Elle crée un lien au vivant, au rythme du cycle de la nature et des ouvertures sur le paysage et l'horizon du monde terrestre. Elle renouvelle la



qualité des espaces publics (en favorisant la rencontre et des pratiques plus libres) et offre de nouvelles aménités urbaines (cheminements piétons, jeux, assises, contemplations, etc.). Elle permet une filiation avec le monde sensoriel, en démultipliant les expériences olfactives, sonores, visuelles, kinesthésiques, du toucher, mais aussi avec celui, métaphorique et émotionnel, par les sentiments esthétiques qu'elle suscite.

La nature ouvre ainsi sur une possible ville plus respectueuse de l'éco-logie et du monde sensible urbain. De nombreuses recherches soulignent les bienfaits de la nature sur la santé physique et psychologique. Bénéfique à l'imagination, la rêverie, la sensibilité, elle crée un sentiment de

sécurité et favorise des émotions positives. Elle encourage la réflexion, la concentration, la mémoire, la capacité à résoudre les problèmes, les apprentissages. Cette possibilité de ressourcement favorise le contrôle de soi et restaure la capacité à inhiber les comportements non adaptatifs comme l'agressivité.

Ces facultés sont essentielles dans nos interactions avec nos différents cadres de vie, qu'ils soient professionnels, scolaires, familiaux. L'accès à la nature offre la possibilité de mettre le stress à distance. En ville, il permet ainsi de s'abstraire de sources de stress épuisantes (le bruit, le trafic, la densité...), agit sur le lien social en favorisant les comportements d'entraide et sur-



tout favorise le plaisir d'être dans l'espace urbain.

Dans un contexte de menace lié aux conséquences du dérèglement climatique sur la santé, la biodiversité et la qualité de vie, la nécessité de transformer nos comportements repose sur notre représentation et notre rapport à la nature.

Différentes études montrent que la proximité avec la nature est un prédicteur de comportements soutenables, de préoccupations environnementales, de bonheur, de bien-être, de satisfaction, d'attachement au lieu de vie, de souci de l'autre, de projection dans le futur. Cette connexion est donc vectrice

de transformation de nos comportements.

Quels enjeux liés à la déconnexion à la nature ?

En se dégradant, l'état de notre environnement affecte notre vie psychique. Nos expériences s'actualisent dans des espaces artificialisés, ce qui déçoit nos attentes sur le plan du « sens de soi ». Ce sont à la fois notre identité profonde et notre vitalité biologique qui sont affectées. Cela rejoint la théorie de la biophilie proposée par le biologiste E.O. Wilson, qui considère que notre affinité instinctive pour la vie nous unit avec le monde vivant. Nous hériterions donc génétiquement d'une

tendance innée à nous focaliser sur le processus vital.

Si la société urbaine s'est construite par un désir de culture en rupture avec la nature, la relation entre ville et campagne environnante a longtemps perduré. Aujourd'hui, l'extension sans limites des espaces urbains restreint les liens à la nature périphérique. Nos modes et nos cadres de vie favorisent insidieusement une occupation grandissante des espaces intérieurs. Les activités devant écran qui s'y multiplient concourent à ce que l'écologue et le naturaliste Robert Pyle appelait déjà en 1978 une « extinction de l'expérience de nature ». Un effacement de l'attraction des sociétés occidentales pour la nature au profit d'autres modes de vie, d'autres expériences dans lesquels les nouvelles technologies ont une place importante.

Le numérique, entre progrès et menace

Le rapport au numérique prend une place croissante dans nos sociétés. Les objets connectés s'insèrent dans les espaces aménagés et les mobiliers urbains. Ils étendent et prétendent améliorer le fonctionnement urbain et faciliter nos pratiques des lieux et des territoires. Pour autant, quelle connexion à la ville ces services numériques nous offrent-ils ? Notre recherche sur le lien au paysage numérique a montré combien celui-ci était invisible aux yeux des citadins, qui ne perçoivent dans ces objets connectés

que des attributs de la logistique urbaine. Ils tendraient même à nous déconnecter de la ville et de ce qui fait l'urbanité : la civilité, soit la vie avec les autres, la citoyenneté, soit la vie politique, la citadinité, soit la vie en lien avec un lieu, la ville.

L'usage du smartphone, par exemple, transforme notre rapport au territoire : la marche est ralentie et les yeux orientés vers le sol, limitant notre champ visuel au profit de la mobilisation d'autres sens, comme le toucher ou le mouvement. Les liens à distance qu'ils permettent nous déconnectent du rapport aux autres dans le lieu où l'on se trouve. Ils favorisent même nos pratiques intimes (s'affaler, se gratter) dans l'espace public, créant une évolution des proxémies.

Le numérique tend ainsi à nous éloigner de notre ancrage à l'environnement dans lequel nous évoluons, lui-même de plus en plus déconnecté de la nature. Le développement du numérique a trouvé un nouveau vecteur d'accélération depuis le confinement : travail à distance, école à distance, sport à distance ou « skypéros ». Une partie de ces pratiques seront pérennisées, la numérisation étant envisagée en France à l'échelle politique comme un vecteur majeur pour le développement économique et la transition énergétique. Certains de leurs effets sont positifs, comme la baisse du trafic automobile et de la densité dans les transports en commun. D'autres nous semblent dangereux, comme le retrait social provoqué par l'ensei-

gnement scolaire ou universitaire à distance, qui va de pair avec un déclin des expériences en extérieur. On observe ces évolutions comportementales à différentes échelles et dans différents espaces. Les rapports entre l'intérieur et l'extérieur, le public et le privé, la connexion numérique et urbaine ou à la nature entrent en tension. Ils redéfinissent les liens aux lieux, aux autres, à soi, et plus largement au monde vivant.

Réancrage local et connexion au vivant

La volonté d'hyper-connexion, de rapidité et de performance de gestion se déploie parallèlement à une aspiration citoyenne à rester connecté à la nature et ouvert au hasard. Ces deux orientations sociétales contradictoires suscitent des mouvements de contestation citoyenne, comme ceux contre la 5G et les compteurs Linky, cherchant à limiter l'essor du numérique au nom de la protection écologique, de la santé et des libertés individuelles. D'autres militent pour un essor numérique responsable (comme le « label NR » du même nom) pour limiter son empreinte écologique. Ce besoin de renouveau, également visible dans la « vague verte » des élections municipales, exprime le rejet des cadres et des modes de vie qui freinent les aspirations d'une partie des citoyens.

La recherche que nous avons menée sur les interactions entre les comportements urbains et les pratiques numériques dans la ville traduit la

faible visibilité du numérique dans le paysage urbain. Notre rapport au lieu reste fortement marqué par des valeurs ontologiques (besoin d'ancre individuel et social dans un lieu) et urbaines (citoyenneté, écologie, espaces publics, ambiances). Nous avons observé une volonté de réancrage local et un désir de nature plus important pour se ressourcer, créer du lien, ressentir les lieux, se déconnecter de l'intensité urbaine, parfois aussi pour se connecter au monde numérique via son Smartphone. Plutôt que d'opposer les mondes, ne faudrait-il pas chercher à réconcilier vivant, vie urbaine et numérique ?

Rendre nos lieux de vie plus vivables

L'« acceptabilité sociale », qui domine aujourd'hui le milieu de l'aménagement urbain, trouve sa limite dès lors qu'elle consiste à rendre acceptable ce qui n'est plus accepté. Nous l'avons dénoncé dans notre ouvrage sur la qualité urbaine : les indicateurs de qualité de vie ne correspondent pas aux indicateurs du bien-être de nos lieux de vie identifiés par la littérature scientifique. Le numérique a pénétré nos vies, nos espaces, nos relations aux autres et au monde, nos processus individuels. Les projets de villes dites « intelligentes » semblent néanmoins avoir oublié l'essentiel : la société urbaine et le vivant. Les individus, leur qualité d'être et de vie, devraient selon nous être davantage considérés dans la conception des villes. 

Le 7^e continent au sommet de l'iceberg

Avec « Océan plastique »¹, Nelly Pons questionne et secoue notre inertie face à la destruction des océans. Fruit de trois années d'enquête, plaidoyer en faveur d'un tournant écologique, l'essai analyse la dévastation du milieu océanique en raison des impacts négatifs des activités humaines et propose des solutions concrètes à adopter d'urgence.

Propos recueillis par Véronique Bergen
Écrivaine

Autrice de *Choisir de ralentir*, engagée écologiquement, Nelly Pons, qui fut danseuse, assistante de Pierre Rabhi et directrice de Terre & Humanisme, signe un livre majeur sur le monde océanique, ce milieu essentiel à la vie sur Terre que nous sommes en train d'asphyxier.

Berceau de la vie, milieu dont dépend la persistance de la vie sur Terre, la nôtre y compris, l'océan est malade, pollué, surexploité, acidifié, vidé de ses richesses, intoxiqué annuellement par 8 millions de tonnes de déchets plastiques qui se dégradent en micro- et nanoparticules. Comment, alors que depuis des décennies, des scientifiques, des militants comme Sea Shepherd lancent des cris d'alarme et des actions, en sommes-nous arrivés là ?

Le constat n'est pas glorieux, et il ne fait pas plaisir. Force est de reconnaître que depuis des dizaines d'années, alors que des écologistes toujours plus nom-

breux tirent la sonnette d'alarme, rien ne bouge, ou si peu. Pourquoi ? Parce qu'au fond, qui se soucie réellement de l'environnement ? Il semblerait que tant que nous ne sommes pas directement frappés, en tant qu'espèce, mais aussi et surtout tout un chacun dans notre vie, l'inertie prend le dessus. Pourtant, frappés, nous le sommes, dès lors que nous négligeons le vivant. Tout ce que nous lui infligeons, nous le faisons à nous-mêmes. Cette équation d'une simplicité enfantine nous échappe encore. Mais aujourd'hui, les temps changent. Les multiples crises écologiques à l'œuvre nous montrent chaque jour un peu plus les liens qui nous unissent à l'océan, au climat, à la biodiversité... L'heure est venue de donner un grand coup de pied dans la fourmilière de nos représentations et de se retrousser les manches, pour de bon.

En quoi l'océan est-il un enjeu vital pour l'équilibre de la planète ? Quels sont les « services » environnementaux qu'il nous rend ?

1 Nelly Pons,
Océan plastique. Enquête sur une pollution globale, préface de François Sarano, Arles, Actes Sud, 368 p.

Ils sont incommensurables. La vie est l'héritage de 4 milliards d'années d'évolution. Elle est née dans les océans avec les premiers êtres unicellulaires et l'équilibre actuel, celui-là même que nous menaçons, est vieux de quelques 30 millions d'années. L'océan tel que nous le connaissons吸orbe 30 % des émissions de CO₂ et 93 % de l'augmentation de la température provoquée par nos activités. Il régule le climat et nous lui devons pas moins d'une respiration sur deux, ainsi que toute l'eau que nous buvons. Sans lui, nous ne pourrions tout simplement pas avoir cet échange.

Dans le bilan du désastre en cours que vous dressez, quelles sont les diverses sources polluantes qui menacent les équilibres écosystémiques de l'océan, et par là, de la Terre ?

Comme son nom l'indique, *Océan plastique* s'intéresse principalement à la pollution par les plastiques. Non pas qu'elle soit la seule problématique à laquelle l'océan doit faire face, ni même la plus importante. J'aurais tout aussi bien pu faire un ouvrage sur la pollution par les pesticides ou les métaux lourds, sur l'acidification de l'eau de mer, la disparition des coraux, l'érosion de la biodiversité marine, la surpêche, la surexploitation, la fonte des glaces, ou encore sur l'élévation du niveau de la mer... La liste est intarissable. Mais j'ai choisi la pollution par les plastiques, car pour nous, citoyens, elle est peut-être ce qu'il y a de plus visible et ce sur quoi nous avons le pouvoir d'agir immédiatement. N'en manipulons-nous pas tous les jours ? Filets de pêche, emballages, bouteilles, brosses à dents, mégots, restes de pique-nique,

Coton-Tige... Ouvrons notre poubelle et regardons. En toute objectivité, quel constat pouvons-nous dresser ? Parcourir l'histoire des matières plastiques est passionnant. Parce qu'elle nous parle de nous, de notre quotidien, de notre rapport à la matière, de nos représentations... de ce monde que nous avons construit et qui s'est mis à marcher sur la tête, tout en s'emballant.

Manifeste pour un avenir harmonieux, à tout le moins viable, pour les humains et les non-humains, votre essai en appelle à un changement collectif et livre un plan d'action. Quelles sont les mesures prioritaires qui doivent être prises tant au niveau de la société civile qu'à celui des dirigeants afin de sortir de la spirale mortifère de l'exploitation illimitée et de ses corrélatifs : pollution et extinction des espèces ? Pouvez-vous expliciter les pistes des matières innovantes, du zéro-déchet, de l'économie circulaire ?

Les solutions, nous les connaissons, toutes. De la réduction au réemploi, du développement de nouvelles matières à l'économie circulaire, de la collecte au recyclage des déchets... nous les expérimentons quotidiennement. Mais ce qui me frappe, c'est que nous y allons tous azimuts, au gré de nos envies, sans méthodologie ni cahier des charges et, surtout, en privilégiant systématiquement celles qui nous arrangeent, qui nous confortent dans notre modèle, venant alimenter la sacro-sainte croissance que nous retrouvons, pourtant, à la source de nos maux. Nous abordons le problème avec les mêmes logiques, croyances et représentations que celles qui sont à l'origine de la crise. Alors,

que faire ? Ce que je propose, c'est de se donner une méthodologie, de prendre le problème à sa base, et les solutions dans l'ordre. D'abord, il s'agit de réduire, de supprimer le suremballage ainsi que tous les plastiques jetables et à usage unique, qui représentent la moitié de la production mondiale. Rien qu'en ayant recours à la réutilisation et au réemploi, en supprimant l'inutile, en utilisant d'autres matériaux lorsqu'ils s'avèrent plus pertinents, nous résolvons la moitié du problème. Ensuite, il convient de développer une approche par produit, en s'occupant en priorité de ceux que nous retrouvons le plus dans l'environnement. Les solutions ne seront probablement pas les mêmes pour les filets

de pêche, les mégots de cigarette, les bouteilles en PET, les pailles ou encore les microfibres textiles. L'innovation, l'écoconception et le recyclage, si chers à l'économie circulaire dont tous se revendiquent aujourd'hui, au risque de la vider de son sens, peuvent être au cœur des solutions. Mais à condition qu'ils soient accompagnés d'un cahier des charges rigoureux et contraignant, qui place la santé humaine et environnementale au sommet des exigences. La crise de la pollution par les plastiques et ses solutions sont hautement politiques, dans tous les sens du terme. Et la bonne nouvelle, c'est qu'en nous y mettant tous, industriels, politiques et citoyens, en faisant les choses dans l'ordre et sans



Impression au soleil levant 2021



demi-mesure, nous pouvons réduire la pollution de 80 % d'ici 2040 !

Comment pourrait se mettre rapidement en place une « gouvernance supranationale des océans » qui donnerait une reconnaissance juridique à la mer, à la nature, en les dotant de droits ?

Quand l'avenir semble obstrué, il est parfois intéressant de regarder en arrière, pour voir ce que notre histoire peut nous enseigner. C'est ce que j'ai fait durant mon enquête. J'ai cherché un exemple de crise environnementale majeure, planétaire, et de nature à menacer notre propre survie, et j'en ai découvert une, que nous avons affrontée dans les années 1980 : le trou de la

couche d'ozone. Même si, aujourd'hui, tout n'est pas résolu, nous pouvons néanmoins affirmer que nous avons su collectivement, énergiquement et de manière transversale, mettre en place un protocole international où 50 pays se sont entendus sur une véritable résolution de crise. Et les industriels ont suivi, en supprimant puis en substituant les gaz incriminés dans nos objets quotidiens. Il nous reste à faire de même pour la pollution par les plastiques. Plus que tout autre acteur, les instances internationales doivent se mobiliser. Et la reconnaissance du crime d'écocide, couplée avec celle de droits pour les écosystèmes naturels, peut y aider, comme le souligne très justement Valérie Cabanes dans l'entretien que nous avons eu pour *Océan plastique*. ♦

Espèces échaudées craignent l'extinction¹

L'été dernier, de nombreux Australiens ont été choqués de voir de terribles incendies balayer les forêts tropicales humides du Queensland, région jusqu'alors épargnée par de tels ravages. Ce n'est qu'un exemple qui illustre la façon dont les activités humaines modifient les régimes d'incendie dans le monde, avec d'énormes conséquences pour la faune.

Par Luke Kelly, maître de conférences en écologie - Université de Melbourne,
Annabel Smith, maître de conférences en gestion de la faune -
Université du Queensland,
Katherine Giljohann, chercheur postdoctoral - Université de Melbourne
et Michael Clarke, professeur de zoologie - Université La Trobe

Dans un nouvel article majeur publié dans *Science*², nous révélons comment les changements dans l'activité du feu menacent plus de 4 400 espèces à travers le monde d'extinction. Cela comprend 19 % des oiseaux, 16 % des mammifères, 17 % des libellules et 19 % des légumineuses classées comme étant en danger critique d'extinction, en danger ou vulnérables. Mais nous soulignons également les nouvelles manières d'aider à préserver la biodiversité et à arrêter les extinctions dans cette nouvelle ère du feu. Cela commence par la compréhension de ce qui cause ces changements et ce que nous pouvons faire pour promouvoir le « bon » type d'incendie.

Comment l'activité du feu évolue-t-elle ?

Les incendies récents ont ravagé des écosystèmes là où les feux de forêt

ont été historiquement rares, voire absents, à savoir des forêts tropicales du Queensland, de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique du Sud à la toundra du cercle polaire arctique. Des incendies exceptionnellement grands et graves ont également été observés dans des zones ayant une longue histoire d'incendie. Par exemple, les 12,6 millions d'hectares qui ont brûlé dans l'est de l'Australie lors des feux de brousse dévastateurs de l'été dernier étaient d'une ampleur sans précédent. Cet événement extrême est survenu à un moment où la saison des incendies s'allonge, avec des incendies de forêt toujours plus violents prévus dans les forêts et les fruticées d'Australie, du sud de l'Europe et de l'ouest des États-Unis. Mais l'activité du feu n'augmente pas partout. Les pâturages de pays comme le Brésil, la Tanzanie et

1 Cet article a été initialement publié sur www.theconversation.com le 22 novembre 2020 sous le titre « Humans are Changing Fire Patterns, and It's Threatening 4,403 Species with Extinction » et est ici reproduit avec l'autorisation de *The Conversation France*.

2 Luke T. Kelly et al., « Fire and Biodiversity in the Anthropocene », dans *Science*, vol. 370, n° 6519, 20 novembre 2020.

les États-Unis ont été moins touchés par les incendies.

Risque d'extinction dans un monde de feu

Le feu permet à de nombreuses plantes de terminer leur cycle de vie, crée des habitats pour un large éventail d'animaux et maintient une diversité d'écosystèmes. De nombreuses espèces sont adaptées à des « triangles de feu » particuliers, comme les banksias – des plantes qui libèrent des graines dans les cendres riches en ressources recouvrant le sol après un incendie. Mais changer la fréquence des incendies et les saisons peuvent nuire aux populations d'espèces comme celles-ci et transformer les écosystèmes desquels elles dépendent.

Nous avons examiné les données de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et constaté que sur les 29 304 espèces terrestres et d'eau douce répertoriées comme menacées, les régimes de feux modifiés représentent une menace pour plus de 4 403 espèces. La plupart sont classées comme menacées par une augmentation de la fréquence ou de l'intensité des incendies. Par exemple, le troglodyte mallee en voie de disparition en Australie semi-aride est confiné à des parcelles isolées d'habitat, ce qui le rend vulnérable aux grands feux de brousse qui peuvent détruire des populations locales entières. De même, le dunnart de l'île Kangourou a été classé en danger critique d'extinction avant de perdre 95 % de son habitat dans les feux

de brousse dévastateurs de 2019 et de 2020. Cependant, certaines espèces et certains écosystèmes sont menacés lorsque le feu ne se produit pas. Les incendies fréquents constituent une partie importante des écosystèmes de savane africaine et une moindre activité des feux peut conduire à l'empiétement des arbustes. Cela peut déplacer les herbivores sauvages tels que les gnous qui préfèrent les zones ouvertes.

Comment les humains changent les régimes de feu

Les humains transforment l'occurrence des incendies de trois manières principales : le changement climatique mondial, l'utilisation des terres et l'introduction d'espèces nuisibles. Le changement climatique mondial modifie les régimes d'incendie en changeant les combustibles tels que la végétation sèche, les inflammations telles que la foudre et en créant des conditions d'incendie extrêmes. De plus, les incendies d'origine climatique peuvent survenir avant que les espèces d'arbres dominantes ne soient assez âgées pour produire des graines, ce qui remodèle les forêts en Australie, au Canada et aux États-Unis. Les humains modifient également les régimes des feux par l'agriculture, la sylviculture, l'urbanisation et en allumant ou en supprimant intentionnellement les incendies.

Les espèces introduites peuvent également un impact sur l'activité du feu et les écosystèmes. Par exemple, dans des paysages de savane de l'Australie du Nord, l'herbe gamba

invasive augmente l'inflammabilité et la fréquence des incendies. Et les animaux envahissants, tels que les renards roux et les chats sauvages, se nourrissent d'espèces indigènes vivant dans des zones récemment brûlées.

En outre, les changements culturels, sociaux et économiques sous-tendent ces moteurs.

En Australie, le déplacement des peuples autochtones et leur utilisation nuancée et ciblée du feu ont été liés à l'extinction des mammifères et à la transformation de la végétation.

Vers des stratégies de conservation plus audacieuses

Une série d'actions émergentes – certaines établies, mais faisant l'objet d'une attention croissante, d'autres nouvelles – pourraient nous aider à naviguer dans cette nouvelle ère du feu et à sauver des espèces de l'extinction. Elles incluent : la gestion des incendies de forêt (laisser certains incendies brûler naturellement dans les écosystèmes où le feu a été absent pendant trop longtemps, ne les éteignant que dans des conditions spécifiques) ; le déploiement d'équipes d'intervention rapide pour mettre en œuvre une gestion ciblée de la suppression des incen-



dies et de la conservation d'urgence, y compris la fourniture de refuges pour les animaux, le réensemencement pour promouvoir la régénération des plantes et la restauration de l'habitat à grande échelle ; la réintroduction d'animaux brouteurs et creuseurs qui régulent les régimes de feu en diminuant les charges de combustible, au profit d'écosystèmes entiers ; l'intendance autochtone des incendies et la poursuite et le rétablissement du brûlage culturel dans un contexte moderne (cela stimule la biodiversité, les écosystèmes et le bien-être humain) ; les coupe-feuverts ou « ceintures vertes », qui comprennent les utilisations des terres à faible inflammabilité telles que les parcs et la végétation ouverte pour aider à réduire la propagation des incendies, tout en fournissant des refuges pour la faune.

Où va-t-on ?

La contribution des scientifiques sera précieuse pour aider à prendre des décisions majeures concernant les nouveaux écosystèmes et ceux en évolution. Les données et les modèles empiriques peuvent suivre et prévoir les changements dans la biodiversité. Ainsi, une nouvelle modélisation a permis aux cher-



cheurs de l'Université de Melbourne d'identifier des stratégies alternatives pour introduire le brûlage planifié ou dirigé qui réduit le risque de grands feux de brousse pour les koalas. De nouveaux partenariats sont également nécessaires pour relever les défis à venir. À l'échelle locale et régionale, la gestion des incendies dirigée par les autochtones est une approche importante pour favoriser les relations entre les organisations et les communautés

autochtones et non autochtones du monde entier. Et les efforts internationaux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et limiter le réchauffement climatique sont essentiels afin de diminuer le risque d'incendies extrêmes. Avec un nombre croissant de ce type de catastrophes naturelles devant nous, apprendre à comprendre et à s'adapter aux changements des régimes d'incendie n'a jamais été aussi important. ♦

L'air, ce bien commun

S'il est un « bien » que l'humanité partage massivement, c'est l'air, ces molécules invisibles que nous respirons tout.e.s et qui nous sont vitales. Raison pour laquelle nous devons aborder collectivement les problématiques du réchauffement climatique, de la pollution et de la préservation d'une atmosphère viable. Car une chose est claire : il n'y a rien de plus circulaire que l'air !

Par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

« Saviez-vous que l'air que vous respirez a un impact sur votre santé ? »

Cette question a été posée par Bruxelles environnement en ce début d'année. Et pour cause : Bruxelles fait partie des villes où la qualité de l'air est souvent pointée du doigt, car la pollution y dépasse régulièrement les taux susceptibles d'avoir des conséquences importantes sur notre santé. Selon certaines estimations, la pollution de l'air serait même responsable de la mort prématurée de quelque 15 000 Belges chaque année. Toujours selon l'Institut environnemental, « une exposition de longue durée aux particules fines (PM_{10}) et très fines ($PM_{2,5}$) représenterait le principal risque sanitaire de la pollution de l'air. On estime que cette exposition entraînerait une détérioration anticipée de la qualité de vie de 1 à 18 mois ». Une étude allemande estime même que la pollution (aux particules fines, au dioxyde d'azote, à l'ozone) réduit notre espérance de vie de 3 ans, à l'échelle planétaire, qu'il s'agirait du fléau le plus impactant en

termes de conséquences létales et sur notre santé¹.

Un problème de santé publique sous-estimé, scandent depuis longtemps des associations citoyennes et les professionnels de la santé, qui estiment aussi que les mesures de qualité de l'air effectuées jusqu'à présent dans la capitale belge n'étaient pas fiables, car sous-estimées. Un nouveau projet d'étude de la qualité de l'air impliquant des citoyens et des écoles – de même qu'une plus grande dissémination des lieux de mesure de la qualité de l'air – est d'ailleurs en cours depuis l'année dernière, en vue d'adapter les mesures à prendre en compte pour restaurer une situation plus viable.

Gaz en stock

Si l'enjeu est *a fortiori* planétaire, il est aussi complexe, en raison de ses spécificités ! Comme le précisait Jean-Pascal van Ypersele, climatologue, ancien vice-président du GIEC et professeur à l'UCL dans *Espace de libertés* de mai

1 Jos Lelieveld, Andrea Pozzer, Ulrich Pöschl, Mohammed Fnais, Andy Haines et Thomas Münzel, « Perte d'espérance de vie due à la pollution atmosphérique par rapport à d'autres facteurs de risques : une perspective mondiale », dans *Cardiovascular Research*, vol. 116, n° 11, 20 septembre 2020.

2018, « le CO₂ a le très mauvais goût de s'accumuler dans l'atmosphère durant des décennies, c'est un polluant de stock. Entre 15 et 40 % du CO₂ que l'on émet aujourd'hui sera encore là dans 1 000 ans ! Je pense que c'est d'ailleurs quelque chose que pas mal de décideurs n'ont pas encore compris. Certains s'imaginent sans doute que si un jour le problème climatique devenait trop grave, on pourrait peut-être, grâce à la technologie du moment, arrêter les émissions et le faire disparaître. Ils oublient que le CO₂ émis depuis la révolution industrielle a épaisси la couche isolante autour de l'atmosphère pour très longtemps ».

Hormis pour quelques indécrotables climatosceptiques, il est aujourd'hui indéniable que l'activité humaine est à l'origine de l'accroissement des gaz à effet de serre (GES) et que la solution ne passera que par des mesures drastiques pour les réduire afin d'éviter un réchauffement à +1,5 °C et les catastrophes qui en découleraient. Pour atteindre ce but, il faudrait notamment réduire de 7 % les émissions de CO₂ chaque année, d'ici 2030. Et... ce fut le cas en 2020 ! Covid et confinement ont eu à ce niveau un effet positif, selon le *Global Carbon Project*². Mais il s'agit d'un résultat que l'organisation estime temporaire, puisque ces taux résultent de facteurs exceptionnels et non de l'adoption de politiques environnementales ou de techniques durables employées en vue d'atteindre cet objectif.

« Le CO₂ a aussi le mauvais goût d'être invisible. Pourtant, statistiquement, nous en émettons 12 tonnes par an

en Belgique, soit une tonne par mois. Si c'étaient des particules carbonées, elles seraient visibles, pour le moins au moment de l'émission. Avec le smog, par exemple, la pollution de l'air se voit à grande échelle. Mais le CO₂ est invisible, ce qui ne signifie pas qu'il n'y a pas de répercussions sanitaires. Une récente étude expérimentale chez l'homme suggère un effet du CO₂ sur la performance psychomotrice (prise de décision, résolution de problèmes) à partir de 1 000 ppm. Imaginez le jour où l'on aurait 1 000 ppm de CO₂ dans l'atmosphère : on n'aurait plus beaucoup d'endroits où se réfugier, et ouvrir une fenêtre pour l'évacuer ne servirait plus à rien. Or, une telle concentration en CO₂ correspond à ce que nous aurions à la fin du siècle dans le scénario supérieur du GIEC, dit RCP 8.5. Ce qui veut dire qu'effectivement, à ce moment-là, non seulement on aurait des effets climatiques, mais une atmosphère qui donne un mal de tête à tout le monde. Est-ce qu'on imagine cela ? Que ferait-on ? Acheter de l'oxygène, comme en Chine où les gens riches ont des purificateurs d'air chez eux ? Cela coûte très cher ! Et donc, encore une fois se pose la question de l'égalité des droits pour quelque chose d'aussi fondamental que respirer. »

Bouger les lignes. Vite !

Comme l'indiquait le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, il y a quelques semaines, « les cinq années qui ont suivi l'accord de Paris, signé en 2015, ont été les plus chaudes jamais enregistrées. Les concentrations de gaz à effet de serre en 2021 atteindront des sommets inédits depuis des mil-

2 Cf. www.globalcarbonproject.org

lions d'années ». Il insiste : « Il est urgent d'agir. Et de proposer un “nouveau pacte mondial”. » Les plans de relance adoptés aujourd'hui par les États européens ainsi que par les États-Unis et la Chine auront un impact considérable sur l'avenir de notre planète et, forcément, sur le nôtre. Pour l'instant, tous les espoirs ne sont pas permis, vu que les pays du G20 ont promis au moins 234 milliards de dollars d'argent public en faveur des énergies fossiles, contre 151 milliards pour les énergies propres³. Nous sommes donc face à un *momentum*, et une énorme responsabilité face aux générations futures.

Pour lutter contre le réchauffement climatique issu des GES, une synergie mondiale est donc nécessaire. Ce qui est loin d'être acquis... « On a beaucoup parlé des acteurs politiques, qui ont une très grande responsabilité pour créer le cadre incitatif et réglementaire, mais les acteurs économiques ont leurs responsabilités aussi. La plupart des grandes entreprises continuent à émettre du CO₂ et d'autres gaz à effet de serre comme si de rien n'était, en obéissant juste à la réglementation européenne en service minimum », ajoutait Jean-Pascal van Ypersele dans nos pages en 2018. Afin de dépasser ces « mauvaises pratiques », il urge de se baser sur les nouveaux paramètres scientifiques dont nous avons connaissance, mais également de *booster* une évolution



culturelle et des mentalités. Le *Green Deal* européen, source d'espoir, même si critiqué par ses opposants, sera donc scruté sous toutes les coutures par les défenseurs de l'environnement et par les partisans de politiques plus écologiques, durant toute la législature. Et concrétiser ses axes les plus ambitieux ne sera pas une mince affaire au vu de la place occupée par la crise sanitaire et économique dont les coûts pèseront durant des années sur nos sociétés.

Une approche holistique

Parmi les sources d'espoir de changement, pointons cependant l'approche préconisée par *One Health*, qui commence à s'immiscer dans les débats. Ce concept n'est pas encore fort connu du grand public, mais il est pourtant à l'agenda des grandes institutions internationales de santé publique et des Nations unies⁴. Santés humaine,

3 AFP, « 2020, un tournant pour les émissions de CO₂ ? », dans *La Libre Belgique*, 27 décembre 2020.

4 En Belgique, voir www.biodiversity.be et www.sciensano.be.

animale et environnementale étant intrinsèquement liées selon cette logique holistique, dont la vision globale des enjeux de notre humanité et les interactions entre ces différents éléments constituent aussi un changement de paradigme. Du moins, pour le monde occidental. Différentes cultures ancestrales comme celles des Aborigènes, des Amérindiens, des Indiens d'Amazonie, entre autres, se sont toujours basées sur cet équilibre à maintenir entre leur biotope naturel et les activités humaines. La différence de l'approche *One Health* résistant certainement dans ses apports scientifiques, alors que la cosmogonie de ces peuples ancestraux se situe dans une dimension plus cultuelle, propre à leur histoire. Mais le point commun se niche malgré tout dans la position de l'être humain, qui est non seulement un maillon de cette conception circulaire de la santé, laquelle peut subir l'impact des déséquilibres existant dans les biotopes naturels, mais aussi à cause du rôle prédateur de l'homme. Il s'agit donc d'une position active et non passive de l'homme, qui est par essence responsable de son avenir, puisqu'il pose des choix, en connaissance de cause.

Si l'approche *One Health* est aujourd'hui préconisée afin d'éviter de nouvelles pandémies issues de zoonoses, sa vision ne s'arrête pas là. Ce concept peut entre autres, s'extraire à la nécessité de se préoccuper d'urgence de la qualité de l'air que nous respirons et que nous respirerons les prochaines années, puisque – nous l'avons vu en début d'article – les émissions de GES actuelles seront encore présentes dans l'atmosphère pour des décen-

nies. Par ailleurs, n'oublions pas que la chaîne de répercussions ne s'arrête pas à la qualité de l'air. L'incidence se marque aussi au niveau des vagues de chaleur, qui sont également source de décès supplémentaires, mais aussi de déplacements de populations puisque les terres brûlées perdent leur fertilité. L'accès à l'alimentation est donc aussi en jeu. Les changements environnementaux et climatiques modifient encore les probabilités d'interactions entre les populations humaines et non humaines, avec, nous l'avons vu, l'introduction de nouveaux agents infectieux, des maladies vectorielles (transmises, entre autres, par les moustiques ou les tiques) qui peuvent se transformer en épidémies. Plus paradoxalement, cela a une incidence sur l'accroissement de la pluviosité dans certaines zones. « Les pluies très intenses se multiplient, puisque, quand le climat se réchauffe, il y a plus de vapeur d'eau qui s'évapore des océans, ce qui favorise les inondations. Or, ce sont les événements extrêmes de ce genre qui ont les pires conséquences », corrobore le climatologue.

Il est clair que la qualité de l'air dépend de nos choix actuels. Elle fait partie intégrante d'une approche circulaire de la santé qui décloisonne les différentes disciplines. La seule qui puisse à la fois intégrer l'ensemble des risques d'*« effet papillon »* découlant des activités humaines et donc de développer une politique d'anticipation des futures crises auxquelles nous risquons d'être confrontés, mais aussi de se prévaloir d'une vision équitable de l'humanité. ♦

La verte face de la finance

Dans son livre « Faire sauter la banque. Le rôle de la finance dans le désastre écologique »¹, Jérémie Désir-Weber, ancien trader au siège de la banque britannique Hong Kong and Shanghai Banking Corporation (HSBC), décrypte la destruction des écosystèmes par les banques. Les SwissLeaks ont également révélé un système international de fraude fiscale et de blanchiment d'argent organisé par la banque, au profit de réseaux criminels.

Propos recueillis par Catherine Callico
Journaliste

Dans votre ouvrage, vous décrivez « le rôle structurel de la finance – grand architecte de la civilisation techno-industrielle – dans le désastre écologique et son corrélat d'aliénations sociales ». Quel est votre constat ?

Un art d'habiter et de défendre les milieux vivants est incompatible avec un « gouvernement de la nature et des sociétés », pour reprendre la formule d'*Écologie sans transition*. Il y a ainsi une manière dominante de vivre ou d'imaginer l'écologie, relayée par les groupes industriels, bancaires, ONG et universitaires, également par les grandes fortunes, les élus, les médias et les gouvernements influents, avec laquelle il est urgent de rompre, pour éviter le chaos. C'est une question de révolte ou de lâcheté, de vie ou de mort.

En 2018, vous êtes engagé au siège de HSBC à Londres, trois ans après le scandale révélé par les SwissLeaks. Quel

est le rôle de la banque dans la détérioration des écosystèmes ?

Je savais où je mettais les pieds, et ai décidé de m'y intéresser. Les SwissLeaks ont révélé un système international de fraude fiscale et de blanchiment d'argent organisé par la banque à partir de la Suisse. La HSBC permet d'alimenter les crises et, aujourd'hui, participe quasi quotidiennement à la dégradation des écosystèmes et à l'opacité des paradis fiscaux. Londres est à la fois la plus grande place financière et le plus grand paradis fiscal de la planète. Au total, près d'un tiers des pertes fiscales y sont associées à des territoires dépendants de la couronne britannique. Les Bahamas, Gibraltar, Jersey et Guernesey, les îles Vierges britanniques et Caïman... pratiquent l'évasion et la fraude fiscale en quantité industrielle.

Actrice de premier plan dans ce contexte, HSBC a-t-elle donc bénéficié de l'impunité à diverses reprises ?

¹ Jérémie Désir-Weber, *Faire sauter la banque. Le rôle de la finance dans le désastre écologique*, Paris, Divergences, 2020, 250 p.

Oui, notamment en 2012, lors du blanchiment d'argent des cartels mexicains et colombiens contrôlant le trafic de cocaïne et de la fermeture des marchés américains, le Premier ministre britannique était intervenu en personne pour définir l'accès aux marchés. Avant 2012, d'autres scandales ont impliqué des banques qui auraient dû être dissoutes. Le travail de la finance et des banques s'appuie sur des crimes à grande échelle. Au-delà de la cécité complaisante des dirigeants, il y a un autre facteur tout aussi grave : l'impuissance programmée – technologique, humaine et législative – des régulateurs de marchés.

L'histoire de la banque est liée à celle de l'ancienne colonie britannique, en tant qu'intermédiaire privilégié entre l'Occident et la Chine. Ce rôle semble renforcé aujourd'hui.

La Hong Kong and Shanghai Banking Corporation (HSBC) est née il y a plus de cent cinquante ans, quand les colons anglais ont choisi le port de Hong Kong comme base pour conquérir le marché chinois. Lors de la guerre de l'opium, remportée par les Britanniques, ils ont obtenu la cession de la ville pour nonante-neuf ans. La banque fut créée par des commerçants impliqués dans le trafic de drogue. En 1997, la Grande-Bretagne a restitué Hong Kong à la Chine. La banque déménage alors son siège à Londres tout en conservant le siège de ses affaires en Asie. Dans le grand basculement des investissements vers l'Asie, elle restait incontournable. Depuis 2015, Londres est devenue la tête de pont des investissements chinois en Europe, et HSBC le bras

armé de Pékin pour déployer sa nouvelle « route de la soie », gigantesque ensemble de liaisons maritimes et de voies ferroviaires jusqu'en Europe. Aujourd'hui, personne ne peut s'opposer à Pékin sur le plan financier. Les Chinois ont même « forcé » le Royaume-Uni pour obtenir le contrôle d'infrastructures nucléaires.

Cette évolution génère un impact délétère substantiel sur l'environnement. Et, vous le soulignez, dans le contexte sanitaire actuel.

Depuis 2016, un programme des Nations unies pour l'environnement répertorie les raisons de la détérioration de la santé humaine, comme la déforestation, etc. Les causes sont identifiées depuis des années, et en effet complètement passées à la trappe de cette crise sanitaire. En Chine, le virus est suivi d'une relance de l'économie par les industries lourdes, la high-tech... Idem dans les pays riches, on ne parle que de relance. Nos dirigeants ne remettent pas les causes en question et un autre virus sera présenté comme une fatalité. On va droit dans le mur, avec de nouveaux fléaux liés au monde naturel. Comme la fonte du permagel, au nord de la Russie, qui pourrait libérer d'autres virus similaires à la Covid-19.

À cela s'ajoute l'investissement des banques dans les énergies fossiles, sous couvert de projets verts.

Les banques servent d'intermédiaires dans la levée de fonds pour des projets verts. Or l'émission de produits finan-

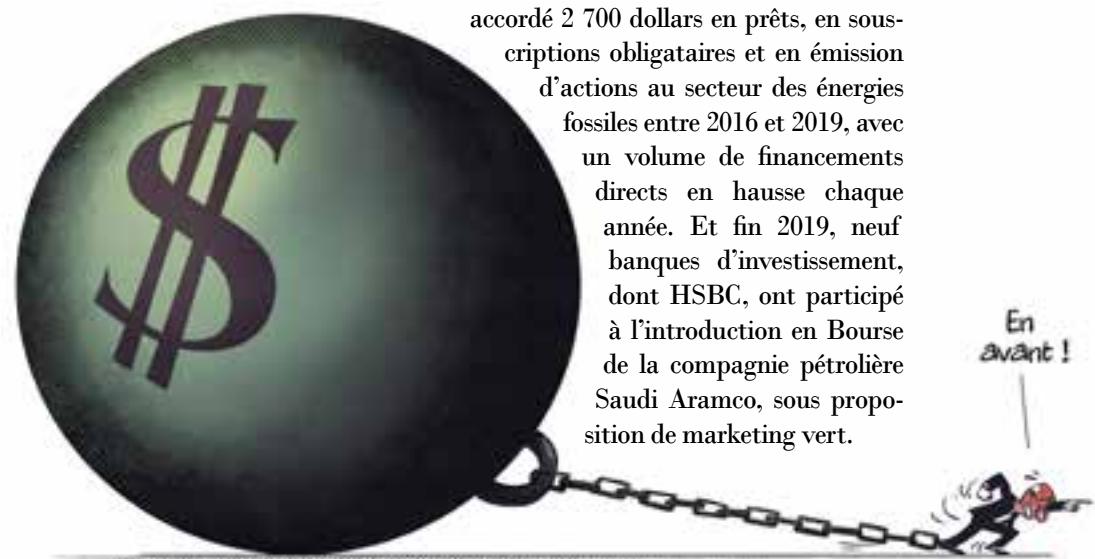
ciers verts n'est associée qu'à des critères non qualitatifs et à aucun questionnement sur leur impact environnemental. La finance est une entreprise qui favorise systématiquement la croissance, principal vecteur de destruction de l'écosystème et du réchauffement climatique. Dès 2011, la finance s'est appuyée sur la croissance matérielle énergétique, constituée à 85 % d'énergies fossiles – pétrole, gaz naturel et charbon –, et à 5 % d'énergies renouvelables. La plupart des produits verts sont issus des énergies renouvelables (photovoltaïque, éoliennes, voitures électriques...). Dans la foulée, le problème pétrolier s'étend au travail mondialisé, avec la pollution et la contamination des sols lors de l'extraction de matériaux pour les manufactures des usines qui utilisent le charbon en Chine. Il y a toute une énergie grise non comptabilisée dans le processus de l'énergie verte. De même, fin 2019, Google était impliqué avec Apple, Microsoft et d'autres dans un procès sur la mort d'enfants en Répu-

blique démocratique du Congo dans les mines de cobalt. Un élément chimique « indispensable » à la transition énergétique et numérique, extrait comme d'autres au mépris des droits humains et de l'environnement.

Par ailleurs, les accords de Paris sur le climat et le réchauffement climatique, pris lors de la conférence de Paris de 2015, ont très vite été court-circuités par l'Arabie Saoudite.

Les SwissLeaks ont également mis en lumière le financement du terrorisme par les clients saoudiens de HSBC. L'Arabie Saoudite a, au niveau géopolitique, réussi le tour de force que les accords de Paris ne soient pas mentionnés, et cela, en lien avec les grandes puissances mondiales. La France qui lui fournit des armements et les États-Unis, qui interviennent sur le cours du pétrole. Partant de là, le marché financier et le cours des entreprises pétrolières n'ont pas été touchés par ces Accords. De même, 35 banques privées internationales ont accordé 2 700 dollars en prêts, en souscriptions obligataires et en émission d'actions au secteur des énergies fossiles entre 2016 et 2019, avec un volume de financements directs en hausse chaque année. Et fin 2019, neuf banques d'investissement, dont HSBC, ont participé à l'introduction en Bourse de la compagnie pétrolière Saudi Aramco, sous proposition de marketing vert.

En avant !



Le dollar, il n'est pas vert, peut-être ?



Votre lettre de démission à HSBC débute par : « Le capitalisme est mort. » L'effondrement du secteur financier est-il inéluctable, selon vous ?

Le capital a une résilience très grande et développe une culture de résistance, mais cela ne sert à rien, car le système va s'effondrer, de même que la résistance de ces multinationales. Mais ce qui importe, c'est la manière de procéder pour mettre un frein à la civilisation industrielle.

Vous esquissez trois stratégies complémentaires pour sortir de cette spirale. Pouvez-vous les développer ?

Un, résister coûte que coûte aux fausses solutions. Quand j'entends les incantations idéologiques dominantes émanant des médias ou des chefs d'État qui prônent l'énergie verte, etc. C'est de l'hypocrisie. Il faut se renseigner sur l'histoire des idéologies politiques. Dès les années 1970, des résistances se sont organisées. Et au début du xx^e siècle, les anarchistes naturiens. Ce sont des mouvements dont il reste à s'inspirer. Il y a toute une culture politique à se réapproprier, car le mouvement écologique s'est déradicalisé avec notamment trop d'ONG. Or ces questions ne datent pas d'hier. Deux, régénérer le monde naturel. Les financements verts sont de l'enfumage. On ne voit pas de résultats écologiques. Il faut un engagement direct du citoyen : savoir d'où vient sa nourriture, apprendre à autoproduire, sortir de la structure capitaliste, se soigner par les plantes, s'organiser à échelle humaine. Se saisir de première main d'un État dans les pays qui en sont coupés depuis des siècles. Trois, casser les destructions en cours. Cela s'inscrit dans la culture de résistance, à la fois clandestine et à visage découvert. Encourager les mouvements de désobéissance civile. Les mouvements de sabotage, tels que mettre hors d'état de nuire certains projets industriels en cours. Comme les membres des ZAD qui exposent uniquement leurs corps, en réaction à l'industrialisation. Et d'autres groupes de contre-défense en France ou en Angleterre, qui ont incendié les initiatives 5G ou attaqué les infrastructures nuisibles. ♣

Sanctuariser la santé ?

L'impact massif de la pandémie de Covid-19 a mis en lumière les interdépendances entre la santé humaine et l'équilibre des biotopes dans lesquels nous évoluons. D'où la nécessité de revoir l'ensemble des stratégies de prévention et de soin, selon la logique préconisée par le concept « One Health », tout en luttant pour que soit préservé le statut particulier de la santé à l'échelle planétaire.

Par Véronique De Keyser
Présidente du Centre d'Action Laïque

À l'instar de la paix/sécurité, de l'environnement, de la connaissance/information, la santé est l'un des quatre biens publics mondiaux¹ relevés par le Programme des Nations unies pour le développement. Le concept de santé circulaire – ou systémique, ou holistique –, quant à lui, est né aux États-Unis au début des années 2000. Il est connu aujourd'hui en Europe sous le nom de *One Health* – parfois orthographié *1Health*, ou « une seule santé ». Les premiers appels pour une vision globale de la santé mettaient l'accent sur l'origine animale de la majorité des maladies infectieuses touchant l'homme et insistaient sur la chaîne de transmission faune sauvage-animaux domestiques-hommes. Au moins 60 % des maladies humaines infectieuses ont une origine animale. Cette préoccupation répondait aux flambées de grippe aviaire, de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), de fièvre hémorragique Ebola, et d'autres maladies émergentes qui avaient alarmé le public. Ces épidémies avaient causé des pertes économiques massives, mis en péril les relations commerciales et diplomatiques mondiales.

Ce constat impliquait de ne plus se limiter à la médecine humaine pour les contrôler, mais de revoir l'ensemble des stratégies de prévention et de soin. L'approche *One Health* fait l'objet, en 2004, de la publication d'un document de douze principes, connu sous le nom de charte de Manhattan et rédigé par trois scientifiques : Robert A. Cook, William B. Karesh et Steven A. Osofsky². Le douzième et dernier principe de la Charte propose une piste d'action à cette problématique : « Investir dans l'éducation et la sensibilisation des populations du monde entier et influencer le processus politique afin de faire reconnaître que nous devons mieux comprendre les relations entre la santé et l'intégrité des écosystèmes pour réussir à améliorer les perspectives d'une planète plus saine. »

Pour un modèle intégré de la santé

Lorsque le concept s'implante en Europe, tout au long de la décennie suivante, il s'étoffe. Désormais, la qualité de l'environnement (eau, air, flore) et plus généralement les atteintes à la

¹ Isabelle Moine-Dupuis, « Santé et biens communs : un regard de juriste », dans *Développement durable et territoires*, dossier 10, 2008, mis en ligne sur <http://journals.openedition.org> le 9 novembre 2010, consulté le 22 décembre 2020.

² Cf. www.worldonehealth.org.

biodiversité s'intègrent au paysage global de la santé. La qualité de la chaîne alimentaire (menacée par l'emploi d'antibiotiques dans l'élevage des animaux, de pesticides dans l'agriculture, de conservateurs dans les aliments de la grande distribution) s'y ajoute également, car elle a des incidences reconnues sur la résistance croissante des agents infectieux (virus, bactéries, microbes) aux médicaments. Cette résistance est d'ailleurs devenue une priorité de recherche aujourd'hui. Et enfin, la responsabilité humaine dans le déséquilibre écologique de la planète³ est pointée du doigt : le modèle de développement et de surconsommation induit par un capitalisme financier dérégulé et destructeur est dénoncé, tant par les scientifiques que par les organisations de défense des droits de l'homme et de l'environnement. Finalement, la crise du Covid-19 met en cause la mobilité à l'échelle mondiale, le volume et la rapidité des échanges planétaires. Ces déplacements ne sont

pas à l'origine des maladies émergentes qui se développent, mais ils en sont les principaux activateurs – comme on parle d'activateur de feu dans un incendie volontaire. Ils peuvent, par le jeu d'interactions devenues incontrôlables, faire d'une épidémie une pandémie – et d'une pandémie une catastrophe planétaire. La décennie qui vient de s'écouler a considérablement enrichi l'approche *One Health*. L'idée reste la même, mais les facteurs susceptibles de jouer sur la santé globale de la planète se sont multipliés, tout comme la nature des interactions explorées par les scientifiques. À ce jour, cependant, le grand public et les citoyens en général se sont peu intéressés à la question. La plupart se sont réfugiés, dans des démonstrations sans base scientifique, des théories complotistes, des pseudosciences, voire des interprétations religieuses.

Quand le vaccin, on l'espère, mettra fin à la pandémie, celle-ci aura fait des mil-

³ Réchauffement climatique, déboisement des forêts, fonte glacière, tempêtes et catastrophes naturelles, pollution des océans.



lions de victimes. Et laissera une crise économique sans précédent. Selon les scientifiques, les mêmes causes produisant les mêmes effets, ce type de pandémie est appelé à se reproduire si la santé n'est pas appréhendée différemment. De façon globale et solidaire. Le vaccin est une réponse et il est urgent d'agir. Viser la santé de tous, tant des êtres vivants que de l'environnement, en est une autre. C'est celle de *One Health*, épaulé aujourd'hui par un réseau puissant et innovant.

Au niveau international, *One Health* est soutenu par l'OMS⁴, la FAO⁵, et l'OIÉ⁶, ainsi que par un nombre important d'associations américaines et plus de 850 scientifiques, médecins, vétérinaires du monde entier, adhérant à titre personnel. En Europe, le programme de recherche communautaire de l'UE, Horizon 2020, s'est ouvert à un projet connexe en 2018 : EJP One Health. Il porte sur les zoonoses alimentaires, l'antibiorésistance⁷ et les risques émergents. Le projet EJP One Health doit permettre de produire des données destinées à caractériser, évaluer et hiérarchiser les risques sanitaires par les agences nationales et européennes. Le leader de ce consortium de recherche est Sciensano, que les Belges ont appris à connaître durant la pandémie.

Un changement de paradigme scientifique

Un changement de paradigme est apparu dans la manière d'appréhender la transformation du monde. À travers les difficultés et l'incertitude qui en dérivent. Les modèles utiles à la compréhension des mécanismes sous-jacents à

Ce type de pandémie est appelé à se reproduire si la santé n'est pas appréhendée différemment.

One Health ne sont plus linéaires mais complexes : ils sont le produit de l'observation de très nombreuses variables qui interagissent et évoluent au cours du temps. Leurs propriétés sont émergentes et même s'il reste une marge d'erreur et d'approximation dans les prédictions, les données permettent de modéliser la progression de phénomènes, et d'en corriger graduellement les incertitudes.

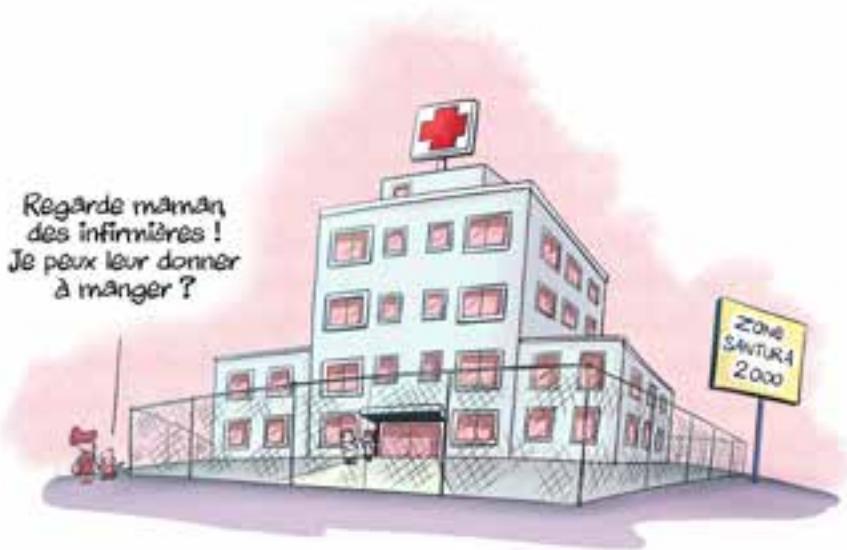
La plupart des systèmes intelligents (IA) actuels et ceux de demain utiliseront ce paradigme. Leurs potentialités sont gigantesques et peuvent être mises au service d'une approche *One Health*. On parle de l'intelligence verte pour contrôler la pollution des océans, pour économiser l'eau et l'énergie dans des collectivités, pour surveiller la fonte des glaces et prévoir les vêlages de glaciers. Mais ces objectifs ambitieux ne sont possibles qu'à travers une immense collecte de données, un traçage des êtres vivants, une gestion de leur reproduction, une inspection des conditions de leur développement et de leur environnement. C'est un bon plan pour les oiseaux migrateurs, les réserves halieutiques dans les océans ou les abeilles. Mais « pincer » l'homme n'est pas une option. Pas dans un régime démocratique. La mise en place de modèles épidémiologiques robustes implique donc une réflexion éthique sur l'utilisation de

4 Organisation mondiale de la santé.

5 Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

6 Organisation mondiale de la santé animale.

7 Résistance aux antibiotiques.



données personnelles, le respect de la vie privée, et sur les contours acceptables de l'état d'urgence dans un État de droit. Si l'homme n'est pas un animal comme les autres, il n'est pas inutile de préciser que c'est aussi le cas pour la femme. Historiquement, en raison de son rôle au sein de la famille, les liens de la femme avec la nature et la santé ont toujours été étroits. Mais les religions n'hésitent pas à y voir l'*« essence »* même de sa condition. Or les féministes refusent cette perspective de réduction naturaliste. Y compris dans l'hémisphère sud au passé colonial prégnant. Prises entre une domination patriarcale, la non-reconnaissance de leur activité sociale et familiale, mises à l'écart de la révolution verte qui compromet leurs activités traditionnelles locales au profit d'une agriculture intensive, les femmes du Sud développent des luttes pour résister, tant à la destruction de la nature qu'à un mode d'exploitation capitaliste qui les exclut ou les rend largement invisibles⁹. Ces luttes sont exemplaires.

⁹ Catherine Larrère, « La nature a-t-elle un genre ? Variétés d'écoféminisme », dans *Cahiers du Genre*, L'Harmattan, n°59, décembre 2015, pp. 103-125.

L'émancipation, au cœur du débat « One Health »

La perspective *One Health* ne conduit certainement pas à une vision organique de la planète gommant toute perspective sociale, économique et politique. Bien au contraire. Elle ne fait pas l'économie des luttes émancipatrices, elle n'imagine pas un instant que la science aura le pouvoir de sanctuariser la santé, par la seule force de sa démonstration. Mais en se penchant sur ces nouveaux paradigmes, en les critiquant, et en éclairant les enjeux qui sont sur la table, elle rend leur voix aux citoyens. Leur arbitrage est nécessaire. Il revient à la laïcité de renforcer les libertés. De montrer qu'il reste des choix, des droits à défendre, des fenêtres à ouvrir sur le monde. Rien n'est joué d'avance. Le Centre d'Action Laïque a une mission d'éducation et d'émancipation : en se saisissant de *One Health*, il a une occasion unique de souligner que demain n'est pas un destin, mais un chemin. 



Menace sur publications : les nouveaux censeurs

Jean-Yves Mollier est historien, spécialiste du livre et de l'édition, auxquels il a consacré une quinzaine d'ouvrages. Il travaille depuis de nombreuses années sur la censure sous ses diverses formes, qu'elle soit politique, religieuse, morale ou encore économique.

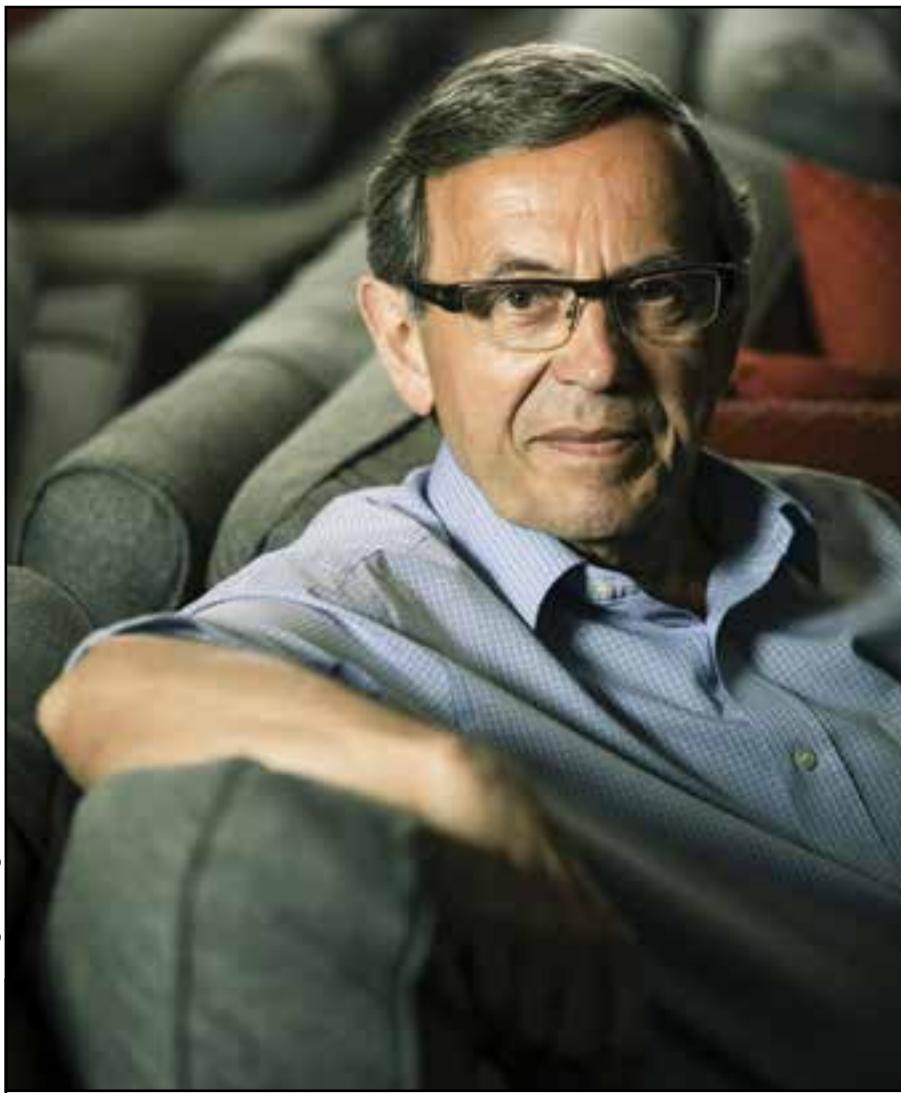
Propos recueillis par Philippe Foussier
Correspondant en France

Les menaces sur la liberté de publier connaissent-elles globalement une nouvelle vigueur ou n'ont-elles en réalité jamais disparu ?

En réalité, la censure et les menaces sur les libertés ne disparaissent jamais. Selon le rapport des forces établi entre ceux qui souhaitent étendre le spectre des libertés et ceux qui y sont opposés, la menace est plus ou moins forte. Pour prendre un exemple, quand Georges Pompidou interdit *Hara-Kiri* en novembre 1970, il est incapable d'empêcher sa renaissance sous le nom qu'on lui connaît aujourd'hui, *Charlie Hebdo*. Au-delà de cette forme élémentaire de censure par intervention directe du pouvoir, les deux premières décennies du xx^e siècle ont inventé des formes plus subtiles de contrôle de la parole ou de l'écrit. Dans plusieurs pays de forte tradition démocratique, des gouvernements tentent, par exemple, d'interdire l'action des lanceurs d'alerte. Il aura fallu beaucoup de courage à Antoine

Deltour pour endurer les avanies qu'a entraînées la publication des *Luxembourg Leaks* dans la presse internationale. En 2018, la Commission européenne l'a déclaré responsable d'un réel dommage porté à l'État du Luxembourg, le crime devenant ainsi la norme aux yeux des Vingt-sept. On verra surtout dans cette attitude absurde la véritable preuve d'un refus d'accepter les conséquences logiques de la démocratie. Si l'individu est capable de désigner ses représentants, pourquoi ne le serait-il pas de lire les messages des divers services de l'État susceptibles de l'éclairer sur l'action de ses gouvernants ? En réservant à certains la connaissance de ces papiers sensibles, on établit une hiérarchie entre les citoyens et on essaie de retarder le moment où le principe démocratique continuera son développement.

Bien au-delà de la seule Europe, votre livre propose un vaste panorama des atteintes à la liberté de publication



© Leo Martins/Agencia O Globo

L'historien Jean-Yves Mollier est spécialiste de l'édition. Il estime que publier devient aujourd'hui tributaire de nouvelles censures issues de logiques économiques, politiques et religieuses.

existant dans le monde. Mais si la censure est un phénomène universel, recouvre-t-elle pour autant les mêmes formes sur tous les continents ?

La censure est universelle et on la trouve présente à toutes les époques, des empires chinois et romains à nos

jours. Toutefois, si elle traverse les temps historiques, elle ne revêt pas les mêmes formes ni les mêmes habits partout. Religieuse à l'origine, à Rome, en 443 av. J.-C., elle passe aux mains des États au Moyen Âge et à l'époque moderne, puis elle pénètre davantage le terrain de la morale,



© Alain Pitton/NurPhoto/AFP

Quand Georges Pompidou interdit « Hara-Kiri » en novembre 1970, il est incapable d'empêcher sa renaissance sous le nom qu'on lui connaît aujourd'hui, « Charlie Hebdo ». Mais on n'imaginait alors pas les attaques contemporaines contre ce journal satirique.

au XIX^e siècle, lorsque le procureur Pinard condamne Baudelaire pour la publication des *Fleurs du Mal*, ou lorsque la même année, en Angleterre, apparaissent les premières condamnations pour obscénité. Les États-Unis s'emparent alors de cette notion jamais définie et condamneront leurs écrivains pour ce motif jusqu'au début des années 1950. C'est le « procès Lolita » qui mettra fin à cette chasse aux sorcières d'un autre âge qui avait cloué Henry Miller et Vladimir Nabokov au pilori, de même que James Joyce et D. H. Lawrence au Royaume-Uni, sans parler d'Oscar Wilde, condamné aux travaux forcés pour homosexualité.

Le XX^e siècle a conçu un autre avatar de la censure plus adapté à ses ambitions, la censure économique qui consiste à utiliser l'argent pour faire triompher ses intérêts. Les compagnies minières canadiennes se sont fait une spécialité de ce type d'intervention destinée à provoquer l'autocensure de l'adversaire. L'annonce du lancement de *Noir Canada. Pillage, criminalité, corruption en Afrique*, en 2008, entraîna une demande de plusieurs millions de dollars d'indemnité de la part du géant Barrick Gold. On signalera enfin l'ultime visage de la censure, celui qu'incarnent les algorithmes sur Internet et les modérateurs des

réseaux sociaux, véritables potentiels aux pouvoirs incontrôlables.

Sans doute la plus ancienne, la censure religieuse s'appuie de tout temps sur la notion de blasphème, entre autres. Comment l'Occident, qui paraissait s'en être au moins partiellement débarrassé, réagit-il face à ce phénomène ?

La notion de blasphème est à lier à celle d'apostasie. Alors même que l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme autorise chacun à changer de religion, les codes musulmans en vigueur dans 22 États du monde punissent de mort la conversion d'un musulman à un autre culte. Dans cette vision religieuse de l'univers, l'homme et la femme ne sont pas des êtres libres et ils doivent se soumettre à un code très rigoureux, la charia, dont on voit combien elle mutile les individus quand on observe ses manifestations au Pakistan, au Bangladesh ou en Arabie saoudite. L'Occident n'aurait jamais dû se laisser gagner par cette vision passéeiste de l'Histoire, celle qui, en France, au XVIII^e siècle, avait fait condamner à mort le jeune chevalier de La Barre pour ne pas avoir ôté son chapeau devant le passage d'une procession. L'affaire Mila, cette jeune lesbienne qui avait été insultée par un musulman et qui avait répondu sur le même ton, a montré combien les gouvernants pouvaient céder à l'angoisse quand ils sont interpellés sur ce sujet. En affirmant que Mila avait blasphémé, Nicole Belloubet, alors ministre de la Justice du gouvernement français, a prononcé la plus grosse bourde de sa carrière juridique. Elle devait rectifier quelques

La censure religieuse était plutôt en recul à la fin du xx^e siècle, comme le montre la sortie des films « Rabbi Jacob » et « La Vie de Brian ».

heures plus tard, mais le mal était fait et la loi sur la laïcité de l'État avait été gravement violée.

Vous distinguez – à juste titre – la censure morale de la censure religieuse. Quelles en sont les caractéristiques respectives ?

La censure religieuse se réclame d'une religion reconnue. Elle était plutôt en recul à la fin du XX^e siècle, comme le montre la sortie des films *Rabbi Jacob* et *La Vie de Brian* des Monty Python. C'est l'exacerbation des tensions au Moyen-Orient qui a remis la question religieuse sur le devant de la scène. Pour galvaniser des jeunes sans avenir, des prédicateurs prêts à tout et détestant les valeurs de l'Occident ont mis en avant un islam mythique qui a cependant montré sa capacité à attirer à lui, y compris pour commettre les pires crimes, des jeunes issus des banlieues belges et françaises. La censure morale n'a pas besoin de s'appuyer sur un corpus de textes spécifiques. Elle part du bon sens ordinaire et s'érite en guide suprême des valeurs. Ainsi, tout ce qui n'entre pas dans la norme et s'écarte du comportement habituel devient suspect et entraîne le rejet ou la condamnation de ceux « qui suivent le chemin qui ne mène pas à Rome » comme l'a chanté Georges Brassens. ♫



Jean-Yves Mollier, « Interdiction de publier », Paris, Double ponctuation, 2020, 174 pages.

L'immigration sans clichés : alors, surpris ?

La migration forcée constitue un sujet majeur de préoccupation dans les sociétés contemporaines. Mais le politique s'en sert généralement au pire comme d'un épouvantail, au mieux comme d'un problème insoluble « tout en gardant un visage humain ». Fort de plusieurs enquêtes de terrain, le professeur Jean-François Maystadt, attaché à l'UCLouvain et chercheur FNRS, brise nombre de clichés sur le phénomène.

Par Frédéric Soumois
Journaliste

« L'image générale qui prévaut quand on évoque les réfugiés est celle de bateaux et de trains remplis de gens du Sud qui essaient de monter vers le Nord vu comme une terre d'asile et de prospérité. C'est notamment l'image que l'on a eue de la Syrie depuis une dizaine d'années. Or, c'est erroné, la plupart des personnes déplacées dans le monde se trouvent dans des pays voisins aux pays d'origine et à faible revenu. En Europe, moins d'un pour cent des habitants sont des réfugiés. Au Liban, c'est plus d'un quart de la population, dans un pays dont l'équilibre est extrêmement précaire », explique le chercheur à la suite d'une visite récente à Beyrouth. C'est que Jean-François Maystadt, dont l'expertise porte sur la migration forcée – en particulier l'impact et l'intégration des réfugiés dans les pays en voie de développement – n'est pas

un « chercheur en chambre ». Il a notamment combiné une analyse de données individuelles à une enquête de terrain dans les camps de réfugiés en Tanzanie, dans la région de Kagera, zone presque « envahie » de réfugiés venus du Burundi (1993) et du Rwanda (1994) qui fuyaient la guerre et la famine. Sa recherche s'étend aujourd'hui à d'autres pays d'Afrique ou du Moyen-Orient.

De l'aide humanitaire au développement

« À l'aide de données de ménages, administratives ou satellitaires, ainsi que de méthodes statistiques ou économétriques, je tente de décrire les conséquences économiques de l'accueil de réfugiés ou de personnes déplacées à l'intérieur de pays à faible revenu. À court terme, c'est vrai, la violence, la dégradation de l'environnement et la propaga-

tion des maladies sont des risques majeurs pour les populations hôtes. Mais à long terme, les infrastructures, le commerce et les marchés du travail sont des facteurs clés qui déterminent les impacts sur les communautés d'accueil. Ces impacts sont souvent positifs, avec des effets redistributifs très forts. Mes projets consistent à considérer les options disponibles pour renforcer la résilience à la lumière de ces données. Les investissements dans les infrastructures – par exemple, routières –, l'approfondissement du commerce avec les pays d'origine, ou encore l'intégration locale des réfugiés au moyen d'un accès au marché du

travail sont autant de stratégies à explorer pour renforcer la résilience et passer de l'aide humanitaire au développement », explique Jean-François Maystadt.

« Revenons sur le cas de la région de Kagera au nord-ouest de la Tanzanie. Grande comme deux fois la Belgique, elle comptait un million et demi d'habitants au début des années 1990. De fin 1993 à 1995, elle va voir arriver du Burundi et du Rwanda plus de 800 000 personnes en quelques mois, dont plus de 300 000 dans un seul camp. On perçoit souvent à tort ces camps de taille gigantesque comme des



© Caroline Seidel/DPA Picture-Alliance/AFP

Nous pouvons supposer que l'intégration des réfugiés dans l'économie locale pourrait agir comme un multiplicateur de développement économique.



© Juancho Torres/Anadolu Agency/AFP

Les réfugiés représentent une force de travail non négligeable.

espaces non structurés avec des personnes déplacées sous assistance et de manière temporaire. La réalité est bien différente. *Primo*, les situations temporaires sont rares. Près de 70 % des réfugiés ont ce statut pour plus de cinq ans et conduisent à ce que le Haut-Commissariat aux réfugiés appelle des situations prolongées d'urgence. Certains réfugiés sont restés en Tanzanie plus de dix ans. Ensuite, les réfugiés sont loin d'être passifs et prennent des décisions en matière de consommation, de production, interagissent avec la population locale sous forme d'échanges commerciaux et non commerciaux. Ils peuvent faire partie intégrante de leur société. Ainsi, de charge, ils peuvent devenir une ressource. Ce sont des consommateurs, même très pauvres, et ils

représentent une force de travail non négligeable. »

L'intégration, un multiplicateur du bien-être

Conclusion ? « Nos résultats indiquent que la présence de réfugiés a considérablement augmenté la consommation réelle par habitant entre 1991 et 2004. Cette situation crée des gagnants qui peuvent bénéficier d'une main-d'œuvre bon marché et d'une demande accrue pour les biens agricoles, mais aussi des perdants dus à une concurrence plus forte sur le marché du travail et à l'augmentation de certains prix à la consommation. Jusqu'en 2010, les effets persistent bien que la plupart des réfugiés soient partis entre 1996 et 2000. Quels sont les canaux possibles de transmission d'une telle per-

sistance ? Le plus important est une diminution considérable des coûts de transport à la suite de l'augmentation de la construction de routes. Les résultats vont à l'encontre de l'opinion répandue aujourd'hui selon laquelle les migrants forcés constituent systématiquement un fardeau. Au contraire, nos résultats suggèrent que les réfugiés contribuent au développement économique. À court terme, les priorités devraient certainement être d'améliorer la capacité de la population locale à faire face aux changements de prix et de concurrence sur le marché agricole. Ensuite, progressivement, l'aide humanitaire doit céder la place à des efforts de développement à long terme, en capitalisant sur les investissements routiers réalisés par les organisations internationales. Dans un contexte similaire à notre étude de cas en Tanzanie, nous pouvons supposer que l'intégration des réfugiés dans l'économie locale aurait certainement pu agir comme un multiplicateur de développement économique. Une option trop souvent négligée pour faire face aux situations prolongées de réfugiés. »

Évidemment, c'est un cas particulier, mais des conclusions similaires quant à la contribution des réfugiés au développement économique ont été tirées dans des contextes différents, par exemple en Ouganda, au Kenya ou encore plus récemment en Turquie, en Jordanie ou au Liban.

Au-delà du marché du travail

Le chercheur, au fil du temps, intègre de nouveaux outils. Données de téléphonie mobile pour comprendre la

mobilité des réfugiés en Turquie. Données anthropométriques (taille et poids des enfants) pour évaluer l'impact d'afflux massifs de réfugiés sur la santé dans plus de trente pays africains. Images satellites pour jauger la déforestation ou l'utilisation des sols en Afrique. Ainsi, l'an dernier, il publie une synthèse qui bouscule, une fois de plus, le cliché lié au réfugié : « Dans une vue plus nuancée de la manière dont les réfugiés affectent le paysage africain, on constate que les zones d'accueil de réfugiés connaissent une légère augmentation de l'état de la végétation. Il n'y a aucune preuve systématique que les réfugiés contribuent à la déforestation en raison de leur engagement dans des activités d'extraction de ressources. Mais il est vrai qu'il existe un risque accru de conversion des zones forestières en terres cultivées. Les agriculteurs locaux peuvent répondre aux incitations à développer l'agriculture et intensifier leur production. »

« Une littérature émergente quantifie les impacts des personnes déplacées sur les communautés d'accueil, en particulier par le biais des marchés des biens et du travail. La plupart des analyses se sont concentrées sur un secteur ou un canal d'impact particulier. Cependant, une vue plus complète est nécessaire pour mieux comprendre comment la présence prolongée de réfugiés peut changer de manière structurelle les économies d'accueil », conclut Jean-François Maystadt, non sans remettre en cause les clichés trop souvent trompeurs circulant sur les réfugiés. 

Le planning familial, un champ (dé)pilarisé ?

Dans les lieux mettant à disposition les moyens de contrôle des naissances, le clivage entre catholiques et laïques n'est peut-être pas aussi fort qu'on pourrait le penser – la révolution sexuelle ayant fait son œuvre –, mais la logique des « piliers » perdure. Jeter un regard sur le passé permet de mieux comprendre où se situe aujourd'hui le planning familial belge sur le plan idéologique et les pratiques qui en découlent.

Par Anne-Sophie Crosetti

Docteure en Sciences politiques et sociales - ULB
et chercheuse post-doctorale - Maynooth University

En 1984, en plein débat politique sur la dépénalisation de l'avortement, une journée de réflexion est organisée à Bruxelles à l'initiative conjointe de « chrétiens et de non-chrétiens ». Cette journée appelle à œuvrer pour une approche pluraliste de l'IVG. Elle met en scène des acteurs du monde associatif issus des piliers laïque et catholique, prêts à discuter de l'encadrement de l'avortement alors même que le clivage philosophique entre catholiques et laïques structure les débats. Cet événement a-t-il marqué la fin de la logique des piliers au sein du champ du planning familial ?

¹ Voir Lynn Bruyère, Anne-Sophie Crosetti, Jean Faniel et Caroline Sägesser (dir.), *Piliers, dépolarisations et clivage philosophique en Belgique*, Bruxelles, CRISP, 2019.

Au fondement de la Belgique : la polarisation

Les piliers et la polarisation constituent l'une des caractéristiques fondamentales de la société belge¹. Historiquement construite dès le

XIX^e siècle, la polarisation entraîne la reconnaissance de groupes (les « piliers ») partageant une même tendance idéologique (ou « philosophique »). Cette reconnaissance a permis le développement d'un mouvement catholique fort, chapeauté par l'Église qui cimente le pilier catholique. Face à ce pilier catholique très structuré, les laïques ont cherché à faire contrepoids en constituant un pilier. Deux visions s'opposent quant à ce « contrepoids » : une vision binaire qui voit un pilier laïque scindé en une aile gauche (socialiste) et une aile droite (libérale) et une vision ternaire qui considère libéraux et socialistes comme deux piliers distincts.

Empiriquement, cela se traduit par la création d'un réseau d'organisations propres, encadrant les individus du berceau à la tombe : l'enseignement, les hôpitaux, les mutuelles, les syn-

dicats, les mouvements de jeunesse, les partis politiques, etc. Plus que de simples pourvoyeurs de services, les piliers sont porteurs d'une rivalité : quand se fonde une nouvelle organisation dans un pilier, les autres s'en emparent pour ne pas perdre en influence. À l'image d'autres services et organisations, le planning familial en Belgique se développe sur une base pilarisée.

La contraception, un enjeu crucial

Les premiers centres naissent en Flandre à la fin des années 1950. En Belgique francophone, le premier centre de planning est constitué par un groupe de laïques en 1962 : la Famille heureuse. En 1963, les centres francophones et flamands se fédèrent et deviennent la Fédération nationale belge des mouvements pour le planning familial. Aujourd'hui, les

branches francophone et néerlandophone sont séparées et leurs trajectoires diffèrent : d'un côté, la Fédération laïque des centres de planning familial, de l'autre les Abortuscentra.

Dès les origines, la question de la contraception est au centre des préoccupations des laïques qui militent pour un accès à la pilule. À partir des années 1970, ils réclament la dépénalisation de l'avortement – qu'ils pratiquent en toute illégalité face à une loi qu'ils considèrent comme hypocrite. La création, en 1978, du Groupe d'action des centres extrahospitaliers pratiquant l'avortement est le symbole de cet engagement.

Les socialistes organisent dès les années 1930 des consultations conjugales et se fédèrent en 1984. Les catholiques aussi s'emparent du sujet. En 1953, un groupe crée des



© Manoocher Deghati/AFP

Dès les origines, la question de la contraception est au centre des préoccupations des laïques qui militent pour un accès à la pilule.

L'année 1968 voit l'apparition de la Fédération des centres plurialistes de planning familial. Ce projet vise à rassembler les expériences des laïques et des catholiques sur la question de la parentalité responsable.



© Pauline Froissart/AFP

bureaux de consultations conjugales, placés sous la houlette de la Fédération belge des centres de consultations conjugales (l'actuelle Fédération des centres de planning et de consultation). D'abord intéressés par la conjugalité, ils sont confrontés aux questions de contraception dont ils défendent l'usage. L'avortement divise davantage.

Le paysage institutionnel du planning familial se crée tout au long du XX^e siècle sur le modèle de la pilarisation. Or, l'avènement de la « révolution sexuelle » bouleverse ce constat.

² Marie Denis et Suzanne Van Rokeghem, *Le Féminisme est dans la rue. Belgique 1970-1975*, Bruxelles, De Boeck, 1992.

processus de sécularisation des années 1970 voit le déclin de la culture religieuse, l'Église perdant de sa position surplombante. Les catholiques aussi ont connu leur révolution sexuelle en 1968 : la publication d'un document papal refusant de reconnaître l'usage contraceptif les choque profondément et entraîne la désertion des églises. Ils s'éloignent de l'enseignement officiel de l'Église et se rapprochent de plus en plus des positions laïques, symbolisé par la création en 1968 d'une nouvelle fédération s'ajoutant aux trois existantes : la Fédération des centres plurialistes de planning familial, toujours en activité.

Révolution sexuelle, sécularisation et dépolarisation

La révolution sexuelle² va entériner l'importance des centres dans la gestion des normes reproductives. Le

Ce projet vise à rassembler les expériences des laïques et des catholiques sur la question de la parentalité responsable. Les deux piliers historiquement rivaux acceptent, sur ce sujet, de travailler ensemble. Ce pluralisme

devient un pont entre deux mondes, l'idée étant de regrouper les compétences propres à chacun : le conseil conjugal d'un côté, la planification des naissances *stricto sensu* de l'autre (même si les catholiques la géraient aussi). Si le projet est l'objet de critique interne, car « repilarisant » (chaque personne était embauchée en fonction de son appartenance à un pilier), il démontre pourtant le dépassement des clivages sur la question épineuse de l'avortement. En effet, la défense de la dépénalisation de l'avortement est une condition pour y travailler.

Tous défendent désormais le libre accès à une information contraceptive, la « parenté responsable » et la dépénalisation de l'avortement. Le pluralisme devient un argument visant à démontrer un consensus au sein de la société belge sur l'avortement et réfutant les clivages philosophiques. Pour autant, la pilarisation du champ de la planification familiale résiste.

Les piliers résistent

L'engagement en faveur des droits reproductifs et le rapprochement entre laïques et catholiques ne doivent pas cacher les résidus de pilarisation. Malgré la sécularisation et la dépolarisation à l'œuvre dans la société depuis les années 1960, les piliers résistent.

Tout d'abord, les organismes d'un même pilier sont habitués à se renconter dans leur réseau, pérennisant le pilier, par opportunisme plus que par respect philosophique. En effet, l'existence de réseaux historiques forts (notamment chez les catho-

liques et les socialistes) facilitent les collaborations. Par exemple, les centres de la FCPC collaborent plus souvent avec la Mutualité chrétienne, tout comme les centres socialistes avec les organismes du pilier socialiste.

Ensuite, l'expérience des centres reste structurée par la pilarisation. Si les centres défendent tous la dépénalisation, des divergences empiriques persistent. Au sein des centres, des pratiques différentes subsistent : par exemple, les centres d'origine chrétienne ne pratiquent pas d'avortement, un choix lié à leur histoire. Ils travaillent en collaboration avec des hôpitaux ou des centres laïques dont l'engagement pratique est lui aussi historique.

Enfin, l'engagement souvent associé au monde du planning familial est aussi structuré historiquement par la pilarisation. Les laïques ont opté pour un engagement pratique (celui des avortements) et des revendications publiques, un engagement perçu comme plus ouvertement transgres-sif des normes et lois en vigueur. Les catholiques ont quant à eux préféré, historiquement, un travail de l'ombre, mais nécessaire : lobby auprès du parti catholique, défense en interne et auprès de l'Église de la « parenté responsable » – bien que le constat est à nuancer pour la période contemporaine.

La pilarisation continue en fait de conditionner, historiquement, la lisibilité du monde institutionnel et de l'engagement militant en Belgique³.

³ Jean Faniel, Corinne Gobin et David Paternotte (dir.), *Se mobiliser en Belgique. Raisons, cadres et formes de la contestation sociale contemporaine*, Louvain-la-Neuve, Academia, coll. « Science politique », n° 24, 2020.





60 Là où la solidarité brise
l'isolement

64 Soudan : un fragile espoir
de liberté

67 La marée verte

Là où la solidarité brise l'isolement

L'urgence pandémique a montré l'importance des réseaux de solidarité partout dans le monde. À Garibaldi, quartier animé et populaire de la ville toscane de Livourne, l'espace « La Riuso » permet à des personnes d'origines et de générations différentes d'apprendre à se connaître et à s'entraider.

Par Dario Antonelli, journaliste
et Giacomi Sini, photoreporter

Debout en plein soleil, Maty tient les nouveaux documents de la campagne sous le bras. Son sourire déborde du masque bleu. Alba lui donne un coup de coude : « Livourne a toujours été une ville ouverte, elle n'a jamais instauré de ghetto, mais maintenant on trouve des racistes ici aussi ! » Les deux amis se remettent à marcher lentement, traversant la place, juste derrière Garibaldi qui, de son socle, regarde vers le port industriel. Derrière la place s'entrecroisent les rues étroites et bondées du quartier historique où se trouve *La Riuso*. Depuis 2017, cet espace s'est mué en lieu de distribution gratuite de vêtements, de livres, de jeux et d'autres objets d'occasion. C'est là aussi que se mettent en place divers projets destinés aux habitants.

À la croisée des âges et des origines

Et c'est ici, dans le petit cloître qui s'ouvre au centre de l'ancien bâtiment, parmi les plantes et les piles

de livres, qu'Alba, une Livournaise de plus de 80 ans, et Maty, une Sénégalaïse de 26 ans, se sont connues. Une première rencontre qui a permis d'entamer un nouveau chapitre de la campagne *Ri-conoscersi Solidali* (« Se reconnaître solidaires ») que *Mezclar22*, l'association qui gère les projets de *La Riuso* grâce au soutien de la municipalité, a démarrée avec le Centre de services pour femmes migrantes et un financement de l'Église évangélique vaudoise¹. Au cœur de ce projet, il y a la rencontre entre les jeunes immigrés et les personnes âgées du quartier. Maty séjourne en Italie depuis cinq ans. « Je suis allée à l'école, je voulais m'inscrire à l'université, mais j'ai eu mon premier enfant et je n'ai pas pu continuer », raconte-t-elle. Apprendre l'italien n'est pas facile pour elle et s'occuper des personnes âgées non plus, mais elle a choisi de s'engager dans ce projet pour améliorer son apprentissage de la langue et percevoir un petit revenu.

¹ Comme souvent dans les lieux où l'on constate un manque de support envers les migrants, une organisation religieuse s'est immiscée pour combler une faille de solidarité, NDLR.



© Giacomi Sini

Fondé sur la solidarité et le concept de récupération, l'espace associatif La Riuso s'est mué en lieu de distribution gratuite de vêtements, de livres, de jeux et d'autres objets d'occasion.

Une vie de quartier solidaire...

« Le projet a commencé juste avant la pandémie », explique Filippo, l'un des principaux animateurs de *La Riuso* et coordinateur des bénévoles. « Quand le confinement a été décrété en mars, nous avons interrompu les cours d'italien et nous n'avons pu les terminer qu'en été. » En septembre, après la formation, la campagne *Ri-conoscersi Solidali* a enfin pu démarrer : des jeunes ont commencé à se rendre au domicile de personnes âgées pour leur donner un coup de main et discuter, d'autres sont sortis ensemble pour acheter à manger ou pour se promener, d'autres encore ont livré les courses à domicile. Dans tous les cas, une occasion de se connaître. Le projet « vise à développer l'inclusion socioprofessionnelle des migrants et des demandeurs d'asile et la solidarité mutuelle avec les personnes âgées du quartier Garibaldi », explique Veruska, présidente

de l'association. Malheureusement, dès le mois d'octobre, la donne a changé : la deuxième vague de la Covid-19 a submergé la ville, le risque sanitaire et les restrictions régionales ont contraint à revoir radicalement le projet. « Dans cette situation difficile, beaucoup d'activités sont devenues irréalisables », poursuit Veruska. « Et de nombreuses personnes ont renoncé à participer par crainte de la contamination. »

... malgré les contraintes sanitaires

Mais même quand la Toscane est passée en « zone rouge » au mois de novembre, la livraison des courses et des médicaments s'est poursuivie avec les précautions nécessaires, à savoir en réceptionnant les courses à la fenêtre, laissant tomber un panier ou un sac dans la rue. La campagne a constitué une ressource précieuse pour beaucoup. Elle a permis de briser l'isolement de ceux contraints à un confine-



Le projet de « La Riuso » vise à développer l'inclusion socio-professionnelle des migrants et la solidarité mutuelle avec les personnes âgées du quartier Garibaldi.

ment impossible dans les dortoirs d'un centre d'accueil ou difficile à vivre dans la solitude d'une vieille maison.

Un peu plus tôt, en septembre, Seydou, un Sénégalais de 27 ans, avait commencé à se rapprocher de Grazia qui habite à deux pas de *La Riuso*. Ils faisaient leurs courses ensemble dans une des épiceries du quartier. Puis, avec la reprise des contaminations et les restrictions, Grazia a cessé de sortir de sa maison. Sa fille, qui est barmaid et ne peut pas travailler pour le moment, lui donne un coup de main pour les courses. Seydou la croise de temps en temps, la salue sous sa fenêtre donnant sur la Piazza dei Mille. Ils échangent quelques mots, essayant de maintenir la relation qui s'était créée. Avant le lancement de la campagne, Seydou fréquentait déjà *La Riuso*. Il y a installé un petit atelier de couture dans le cloître. Autour de lui, deux machines à coudre et un tas de chutes de tissu sont posés sur la table sous le porche.

« J'ai étudié pendant huit ans, mais ici, je ne trouve pas de travail de tailleur », regrette-t-il. Il sort une bobine de coton jaune d'un tiroir. « Je pourrais faire de petits raccordages à la maison, mais ce matériel coûte de l'argent, et avec ce que je reçois ici, je ne pourrais même pas l'acheter. Ce n'est pas du travail. » Il dit que c'est pour échapper au chômage qu'il a quitté son pays. « C'est comme ça pour tout le monde, et beaucoup meurent en mer. » Il vit à Livourne depuis trois ans désormais, travaille pour une coopérative de services, fait quelques heures de ménage. Seydou parvient à joindre les deux bouts avec les activités à *La Riuso*, mais il aimeraient essayer de déménager pour chercher du travail.

Un coup de main mutuel

Pour ce matin, Lansseny, originaire du nord du Mali, a terminé les livraisons. Le café et la *schiaacciata* (sorte de pain plat) encore toute chaude viennent d'arriver dans le cloître. Il explique qu'il livre de la nourriture et des médicaments trois fois par semaine. Du haut de ses 22 ans, il est très actif depuis peu. Il entretient déjà une relation étroite avec Piero, 74 ans, Livournais de souche, contraint à rester chez lui à cause de ses problèmes de santé. Il va toujours chez lui pour déposer les courses, mais il ne peut malheureusement plus rester longtemps pour discuter. Alors ils se retrouvent sur le palier, à distance, avec des masques. C'est aussi important. À l'occasion, Piero lui prête des livres, des romans, le manuel d'auto-école ou un dictionnaire. Il poursuit ses études. En septembre, il aurait aimé s'inscrire à des

cours du soir, mais il préfère attendre la fin de la phase d'apprentissage à distance : « J'obtiendrais mon diplôme, mais je n'apprendrais rien. » Lansseny séjourne depuis trois ans à Livourne, où il compte rester.

Pour échapper à la guerre et à l'enrôlement forcé dans les troupes islamistes, il a décidé de quitter le Mali. Il s'est retrouvé coincé en Libye – « seulement un an, ça va ! » – et sourit en vous regardant en face avant de poursuivre son histoire. De Lampedusa, il est arrivé directement ici, à Livourne. Il faisait nuit lorsqu'il a débarqué au Centre d'accueil extraordinaire qui se situait entre le quartier Garibaldi et la gare : « Dès que je suis descendu du bus, j'ai trouvé Giulia, qui m'a dit : "Viens à l'école le matin !" » Son rire est couvert par la voix de Giulia qui le taquine : « Tu parles trop vite, Lansseny ! Tu veux dire trop de choses et tu manges tes mots, les vieux ne te comprennent pas ! »

De fil en aiguille

Tous les après-midi, au fond de *La Riuso* s'organise un espace pour l'école des devoirs à laquelle participent les filles et garçons du quartier, dont beaucoup sont issus de familles d'origine étrangère. Au début, Giulia est allée les chercher directement devant les écoles, dans les magasins du quartier, en parlant aux enseignants et aux parents. Après plus de deux ans, l'activité a grandi, tout comme les petits participants. Chiara, Martina, Ahmed... De nombreux autres bénévoles

parascolaires ont rejoint l'équipe, et chaque enfant est suivi individuellement : un véritable réseau a été créé.

La Riuso est avant tout un lieu de rencontre, un lieu de rassemblement, précise Filippo : « Ce sont justement ces relations qui nous permettent d'être un point de référence, même dans cette situation difficile. » Ces dernières années, l'espace a également été un poste d'observation, « une garnison au cœur du quartier », d'où l'idée de « briser les barrières générationnelles et d'origine en organisant des activités à destination de tous les habitants ». Mais pour comprendre l'histoire de *Ri-conoscersi Solidali*, il faut revenir aux dispositions du premier gouvernement Conte signées par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Matteo Salvini, en 2018. « C'est là que tout a commencé ! » Filippo tient à se souvenir car, dit-il, la fin du système de protection des demandeurs d'asile et des réfugiés (SPRAR) et l'élimination *de facto* de la protection humanitaire ont conduit non seulement à la fermeture, en 2019, de neuf des douze centres d'accueil extraordinaire qui étaient actifs à Livourne, mais aussi à la fin de nombreux projets, activités et relations. Et surtout la fin des perspectives d'avenir pour les personnes qui vivaient dans ces centres.

Avant de retourner déjeuner au premier centre d'accueil où il vit, dans le quartier de la Petite Venise, Lansseny retourne à *La Riuso*. Il montre fièrement son smartphone à Giulia : « Regarde, ils ont accepté ma demande d'asile ! » 

Soudan : un fragile espoir de liberté

Fin de la criminalisation de l'apostasie, interdiction de l'excision, projet de ratifier la convention pour l'élimination des discriminations envers les femmes et de séparer la religion de l'État : les choses bougent vite au Soudan depuis le succès initial de la révolution en 2019. La transition démocratique est un grand espoir pour le pays, mais fait aussi face à de graves dangers.

Par François Finck
Délégué « Europe & International »

« Liberté, paix, justice », c'est la revendication en forme de devise des manifestants qui ont réussi ce qui semblait impensable : renverser la brutale dictature d'Omar el-Bachir. Le dictateur avait instauré un régime de terreur fondé sur l'application rigoureuse de la loi islamique et l'arbitraire des forces armées. En 2019, au terme de nombreux mois de manifestations pacifiques, endeuillées par des centaines de morts, l'opposition démocratique est parvenue à faire céder les militaires. Ceux-ci ont accepté de signer la « déclaration constitutionnelle », un accord de partage du pouvoir prévoyant la tenue d'élections libres après une période de transition de trois ans et trois mois.

Ce résultat a été rendu possible par le courage des manifestants et le dynamisme de l'opposition politique et de la société civile, malgré les persécutions subies sous la dictature. Le moteur de la révolution était l'Association des professionnels du Soudan

(SPA), une organisation regroupant notamment des employés du secteur de la santé et de l'enseignement et des avocats. D'autres mouvements informels rassemblant surtout des jeunes et des femmes étaient également très actifs. Les principaux groupes et partis se sont fédérés dans les Forces pour la liberté et le changement (FFC), qui a mené les négociations avec les militaires.

Des membres du FFC participent à un organe exécutif, le Conseil souverain, dans une cohabitation inconfortable avec leurs anciens tortionnaires. Le Conseil est en effet composé de six membres civils, et de cinq militaires, dont le général Mohammed Hamdane Daglo dit « Hemetti », chef de milices tristement célèbres pour les atrocités commises au Darfour, et à Khartoum pendant la révolution. Le gouvernement, dirigé par un civil, est presque entièrement composé de représentants de l'opposition démocratique.

Une « nouvelle aube » pour le Soudan

Le ministre de la Justice Nasredeen Abdulbari a annoncé au Conseil des droits de l'homme de l'ONU la « nouvelle aube » qui se lève sur le pays. Il a affirmé sa volonté d'abroger « toutes les lois contraires aux droits de l'homme » et que le Soudan ratifie la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Les mois qui ont suivi ont donné lieu à l'adoption de nombreuses réformes, parmi lesquelles la suppression du « crime » d'apostasie jusqu'alors puni de mort. Les mutilations génitales féminines sont dorénavant interdites, et leur perpétration est passible d'une peine d'emprisonnement. Abrogées, également, les lois qui contraignaient les Soudanaises à demander la permission aux hommes de leur famille pour

voyer avec leurs enfants et qui codifiaient leur tenue vestimentaire.

Les femmes soudanaises ont joué un rôle de premier plan dans la révolution, illustré par l'image devenue virale d'une étudiante, Alaa Salah, haranguant la foule au plus fort des manifestations, en avril 2019. Les Soudanaises ont continué à faire entendre leur voix pour que les autorités de transition prennent des mesures garantissant leurs droits. Les progrès réalisés ne sont qu'un premier pas, et il reste encore beaucoup à accomplir. D'abord, traduire l'interdiction des mutilations génitales féminines dans les faits, alors que neuf Soudanaises sur dix en ont subi, d'après les Nations unies. Ensuite, les féministes soudanaises exigent d'aller plus loin et d'abroger d'autres lois discriminant les femmes toujours en vigueur, notamment la loi sur le statut personnel



© Ashraf Shazly/AFP

Les femmes soudanaises ont joué un rôle de premier plan dans la révolution.

inspirée de la *charia*. Elles critiquent également la faible représentation des femmes au sein du gouvernement et l'absence d'une loi pénalisant le harcèlement sexuel. En outre, les lois pénalisant les relations homosexuelles ont été adoucies, mais pas supprimées...

Vers la laïcité ?

En rupture avec le régime islamiste d'Omar el-Bachir, la « déclaration constitutionnelle » ne fait aucune mention de l'islam dans la nouvelle organisation politique, sans pour autant affirmer la laïcité. Cependant, la création d'une république laïque est une revendication essentielle de la plupart des mouvements rebelles, actifs dans les régions périphériques (Darfour, Kordofan, Nil Bleu). Ceux-ci demandent une plus grande inclusion des ethnies minoritaires et l'égalité de tous les citoyens, que la laïcité permettrait de garantir.

Au cours de négociations entre le Premier ministre Abdallah Hamdok et Abdelaziz al-Hilu, chef d'un mouvement rebelle influent, l'adoption du principe de laïcité a été évoquée. Si le terme n'a pas été retenu – car trop controversé, surtout pour les militaires membres du Conseil souverain –, la déclaration de principes adoptée à l'issue des négociations entérine la « séparation de la religion et de l'État ». Il s'agit d'une avancée remarquable, mais qui doit encore trouver sa place dans la future Constitution.

Le nouveau pouvoir a également signé un accord de paix avec une

coalition de mouvements rebelles à Juba (Soudan du Sud), un événement historique dans un pays marqué par des décennies de conflits armés.

Une transition menacée

De grands risques pèsent sur la transition. Une tentative d'assassinat a déjà eu lieu contre le Premier ministre. Des prédicateurs radicaux fulminent contre l'abrogation de certaines des lois dérivant de la *charia*, et les mouvements islamistes, tels que les Frères musulmans, demeurent puissants. Le danger provient aussi des militaires, qui détiennent toujours un pouvoir considérable : forces armées, milices, et surtout des revenus colossaux générés par leur contrôle de pans entiers de l'économie.

Par le passé, le Soudan a connu d'autres courtes périodes de démocratie, chaque fois interrompues par un coup d'Etat. Cette fois encore, le risque est important que les sbires de l'ancien régime n'acceptent pas la remise en cause de leurs intérêts. Néanmoins, la révolution a fait naître, dans de larges segments de la population, l'espoir d'une société fondée sur l'égalité et les droits fondamentaux. L'appel de la liberté est universel. Comme l'a dit Abdulbari à l'ONU : « Le peuple du Soudan a prouvé qu'il est possible de mettre fin à un régime autoritaire et de commencer le processus de création d'une société libre, juste et pacifique. La communauté internationale devrait montrer sa solidarité avec le peuple du Soudan. »

La marée verte

Dans ce pays très catholique qu'est l'Argentine, terre natale du pape François, l'avortement n'était légal qu'en cas de viol ou de danger pour la vie de la future mère. Le projet de loi autorisant l'IVG jusqu'à 14 semaines de grossesse vient finalement d'être voté par les sénateurs, après l'échec d'une première tentative en 2018 et une mobilisation féministe sans précédent.

Par Bérengère Marques-Pereira
Professeure de l'Université - ULB

Jusqu'à il y a peu, l'avortement était prohibé en Argentine. Dans ce contexte, dès 2012, un arrêt de la Cour suprême a dû préciser que les dérogations à l'interdit pénal prévues par le Code pénal de 1921 (en cas de viol ou de danger physique pour la femme enceinte) devaient être considérées comme des interruptions légales de grossesse et ne requéraient pas l'intervention d'un juge. Cet arrêt permettait ainsi la mise en place de services d'avortement dans les hôpitaux publics ainsi que la prescription d'un médicament abortif, le Misoprostol. Il faisait suite à plusieurs cas médiatisés d'avortements permis par la loi, mais ayant pourtant fait l'objet de sanctions pénales¹. Même s'il a également donné lieu à l'élaboration par le ministère de la Santé d'un guide précisant le protocole à suivre pour procéder à un avortement dans les cas légaux, force est de constater que peu de médecins le connaissent et qu'ils sont encore moins nombreux à le mettre en pratique, tant le recours à la clause de conscience est fréquent. D'autres cas ont été médiatisés et ont provoqué les réactions du collectif féministe *Ni una menos*.

Rejet du Sénat en 2018

En 2018, pour la première fois, le Congrès accueille un débat relatif à un projet de loi élaboré par un réseau d'organisations pro-choix et féministes, la *Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal, Seguro y Gratuito* (Campagne nationale pour le droit à un avortement légal, sûr et gratuit), et révisé par une commission d'experts avant son dépôt au Congrès². Ce projet, amendé, qui visait à légaliser l'IVG sur demande jusqu'à 14 semaines après la conception, fut accepté à la Chambre le 14 juin 2018 par 129 voix pour et 125 voix contre, mais fut rejeté au Sénat le 8 août 2018 par 38 voix contre 31 et deux abstentions. Un tabou venait cependant d'être brisé, puisque le droit à l'IVG était devenu un enjeu mis à l'agenda politique. C'était là l'aboutissement d'une mobilisation féministe nourrie par des associations de médecins créées en 2015 et par un solide réseau d'actrices, les *secorristas* (secouristes), quiaidaient les femmes à accéder à l'IVG. Il faut toutefois avoir à l'esprit que, à l'époque, les pro-choix représentaient une opinion

¹ Voir Emmauelle Hardy, *Dépénalisation de l'avortement en Argentine : quel droit à la vie pour les femmes en 2020 ?*, mémoire en master inter-universitaire de spécialisation en études du genre, ULB, 2018-2019, pp. 28-38.

² Pour une analyse de l'évolution de ce projet, de son dépôt au Congrès jusqu'à son acceptation à la Chambre et son rejet au Sénat, voir Emmanuelle Hardy, *ibidem*, pp. 39-51.

© Ronaldo Schemidt/AFP



Les pro-IVG, reconnaissables à leurs foulards verts, ont manifesté massivement et sans relâche durant des années pour faire changer la loi, d'où la qualification de « marée verte » pour désigner ce mouvement qui a eu gain de cause.

3 Toly Barán et al., « Sociedad, religión y ley de interrupción voluntaria del embarazo (IVE) », dans *Informes de investigación*, n° 27, Buenos Aires, Conicet, 2020, p. 7.

4 Daniel Eskenazi, « Apostasie collective en Argentine », mis en ligne sur www.letemps.ch, 24 août 2018.

5 « Le Congrès argentin adopte la loi légalisant l'avortement », mis en ligne sur www.france24.com, 30 décembre 2020.

publique minoritaire (27 %)³. À la suite du refus de la légalisation de l'avortement en 2018, des milliers de femmes et d'hommes argentins décidèrent de se faire débaptiser : cette apostasie collective fut prise en charge par la Coalition argentine pour un État laïque⁴.

Une lame de fond féministe

La polarisation des votes au Congrès traduit celle de la société civile argentine s'exprimant au moyen de symboles tels que les foulards verts (pro-choix) et les foulards bleus (anti-choix). La *Campaña Nacional* lancée en 2005 réunit diverses associations partisanes et non partisanes sous le slogan « Éducation sexuelle pour décider, contraception pour ne pas avorter, avortement légal pour ne pas mourir ». Ce réseau d'organisations a été à l'avant-garde de la lutte pour la légalisation

de l'avortement en Argentine en déposant au moins à huit reprises un projet de loi au Congrès. Parallèlement à l'activisme législatif, il a généré une lame de fond féministe, rassemblant en particulier de très jeunes filles, à tel point que, du fait du caractère massif des protestations devant le Congrès, on a parlé de cette « marée verte » comme d'une « révolution des filles ». En outre, un activisme relevant de la désobéissance civile est pratiqué par plusieurs collectifs qui aident les femmes souhaitant une IVG à avoir recours au Misoprostol dans une relative sécurité. Enfin, les mobilisations massives en faveur de la légalisation de l'avortement ont reçu le soutien d'un mouvement, également massif, *Ni una menos*, contre les violences à l'égard des femmes. En effet, ce mouvement, né en 2015, inclut dans ses revendications le droit à l'avortement, considérant que

l'avortement clandestin constitue une violence contre les femmes. À l'opposé, la mobilisation des foulards bleus rassemble les anti-choix, sous l'emprise de l'Église catholique et des évangélistes, et prône une logique réactionnaire donnant la priorité à la loi naturelle sur le droit positif. L'activisme protestataire des foulards bleus s'inscrit dans la mouvance d'une lutte contre « l'idéologie du genre », une rhétorique conçue par l'Église catholique pour valoriser l'ordre patriarcal des sexes et l'ordre sexué fondé sur les normes hétéro-sexistes, qui vise notamment à combattre toute éducation sexuelle à l'école au travers de campagnes ayant pour slogan « Ne te mêle pas de mes enfants ».

Intervention présidentielle

« Je suis catholique, mais je dois légitérer pour tous, c'est un sujet de santé publique très sérieux »⁵, a déclaré Alberto Fernández (péroniste de centre gauche) : le 1^{er} mars 2020, pour la première fois en Argentine, un président porte devant le Congrès un projet de légalisation de l'avortement jusqu'à 14 semaines après la conception. Un acte décisif, tant les projets de l'exécutif ont la priorité sur les projets émanant du législatif, en particulier dans les régimes politiques latino-américains marqués par le poids du présidentialisme.

Le 11 décembre 2020, le projet était voté à la Chambre par 131 voix favorables contre 117 et six abstentions. Le 29 décembre, le Sénat marquait son approbation par 38 voix contre 29 et une abstention, fait remarquable, tant le Sénat est plus conservateur que la Chambre. En effet, les députés sont élus

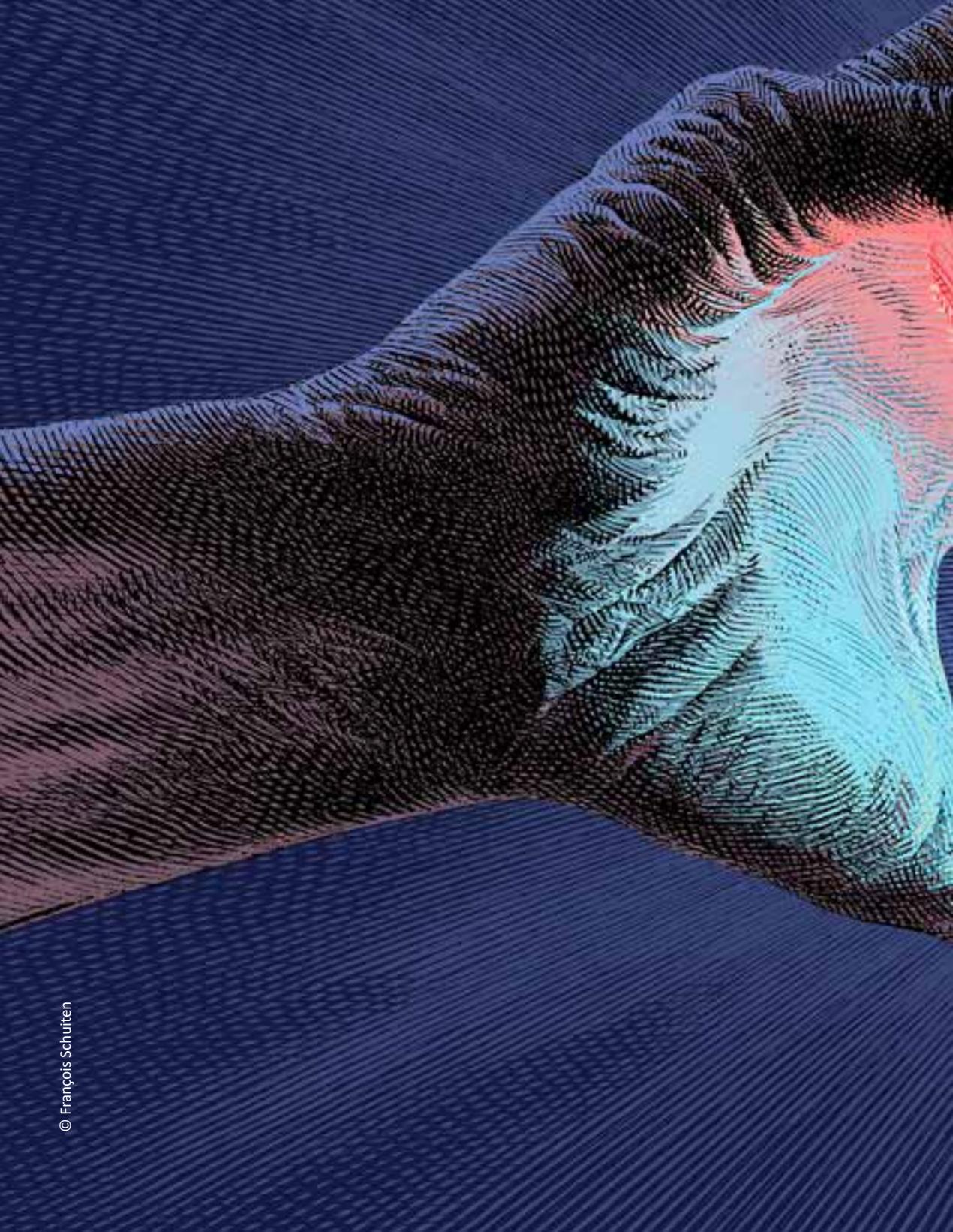
au scrutin proportionnel, alors que les sénateurs représentent leurs provinces et que celles du nord de l'Argentine, plus conservatrices, sont surreprésentées. En outre, le fort lobbying des organisations catholiques et évangéliques, appuyé par le pape François, d'origine argentine, risquait bien de peser sur le vote au Sénat. Néanmoins, quelques sénateurs ont modifié leur vote par rapport à celui de 2018 grâce à l'intervention personnelle du président Fernández. Celui-ci en effet avait fait introduire dans le projet deux modifications : la possibilité pour les hôpitaux publics de pratiquer l'objection de conscience institutionnelle et l'accompagnement par un référent adulte des mineures de 13 à 16 ans. En outre, cette légalisation va de pair avec un autre projet de loi, intitulé « Les Mille Jours », qui prévoit pendant trois ans un accompagnement médical et financier des femmes qui entendent poursuivre leur grossesse.

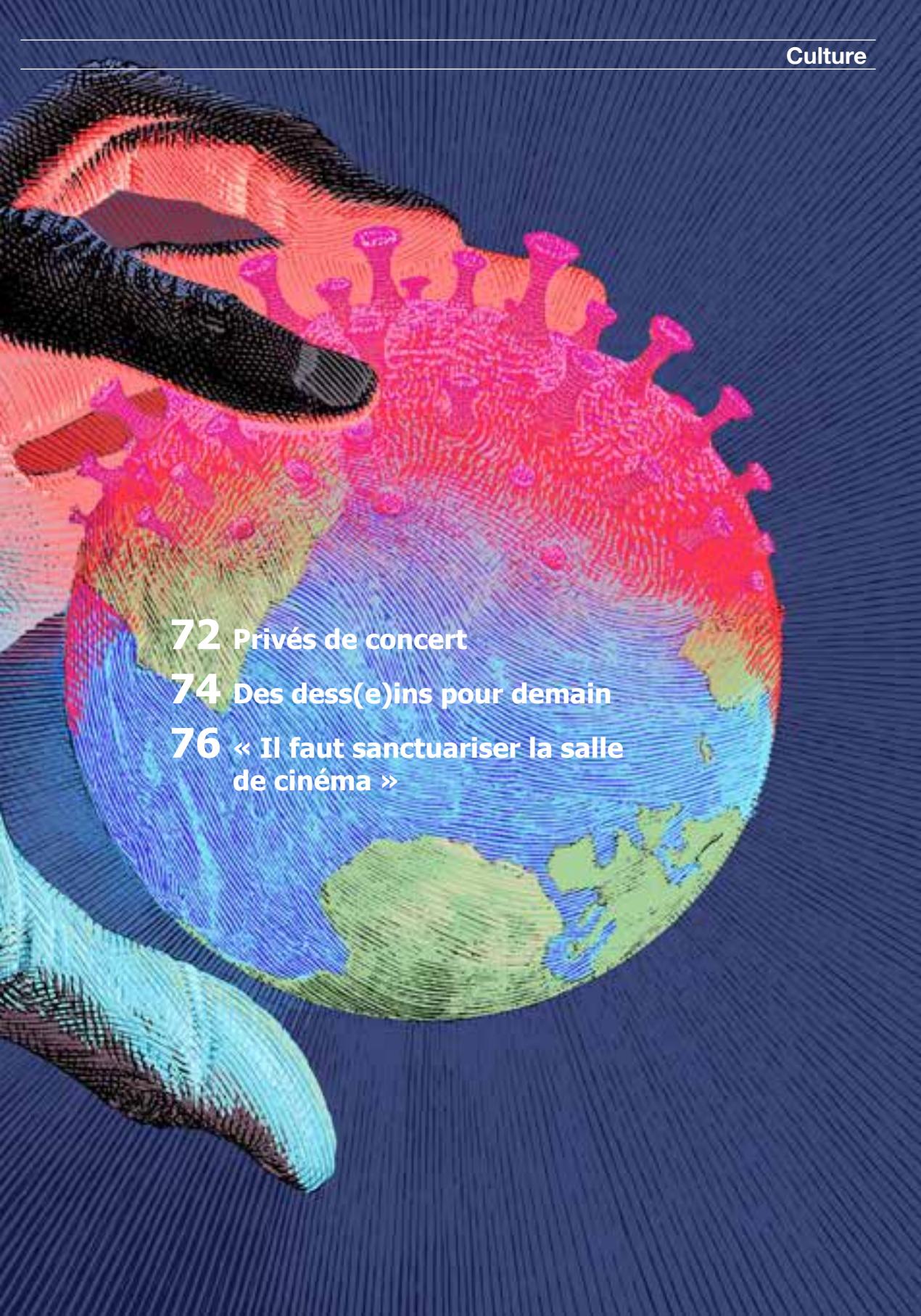
C'est dire que les obstacles à la pratique de l'IVG et à l'éradication de l'avortement clandestin vont perdurer. Chaque année, on en pratique entre 371 965 et 522 000 selon les estimations⁶. En 2018, 35 femmes sont décédées des séquelles d'avortements peu sûrs (13 % de la mortalité maternelle) et 39 000 ont dû être hospitalisées (16 % de filles de 10 à 19 ans)⁷.

Ainsi, le combat en faveur du droit à l'IVG, s'il est certes efficace, demeure cependant précaire et requiert plus que jamais la vigilance des activistes pro-choix, d'autant que les anti-IVG comptent continuer leur combat pour que la nouvelle loi soit décrétée anti-constitutionnelle. ♀

6 Human Rights Watch, *Es la hora de saldar una deuda. El costo humano de las barreras al aborto legal en Argentina*, Buenos Aires, août 2020, p. 5.

7 *Ibidem*, pp. 6-7.



- 
- 72 Privés de concert**
 - 74 Des dess(e)ins pour demain**
 - 76 « Il faut sanctuariser la salle de cinéma »**

Privés de concert

Les salles sont tristement vides et nul ne sait quand elles pourront à nouveau s'ouvrir aux fans de musique. Comme tous les artistes, Baptiste Lalieu, alias Saule, a pris la pandémie de plein fouet. De nature positive, l'auteur-compositeur-interprète ne sort pas les violons : il préfère en tirer des leçons et retenir les élans solidaires.

Par Sigrid Descamps
Journaliste

Comment avez-vous traversé 2020 ?

Avant le confinement, j'avais dit à mon label que j'avais besoin de plus de temps pour finir mon 6^e album. J'en ai eu plus que prévu (rires). Tout ce qui touchait à la production était encore possible, et j'en ai profité. J'ai eu la chance de pouvoir aller avec le groupe en studio à Paris pour le peaufiner. Lors du premier confinement, j'ai écrit « Dans nos maisons », un coucou aux gens qui, comme moi, étaient coincés chez eux. Je l'ai posté sur les réseaux et le succès a été tel que le titre a fini par passer en radio. Il a également été diffusé en France. J'ai versé les bénéfices à l'ASBL L'Îlot, qui œuvre pour les sans-abri. Il y a aussi eu la sortie de « Mourir, plutôt crever », en duo avec Alice on the roof : le morceau a été écrit avant la crise, mais a pris tout son sens durant celle-ci. C'est un cri de guerre, un cri de vie. Son mot d'ordre, c'est de ne pas se laisser abattre !

Nombre de travailleurs du secteur culturel, dans le domaine musical notamment, se sont pourtant sentis abattus...

Je préfère retenir les élans solidaires nés durant cette période. Le premier confinement a en fin de compte été, pour beaucoup, l'occasion de lâcher prise, de passer du temps avec ses proches. Cela n'arrive pas souvent dans ce milieu, où tout est toujours sous contrôle, planifié... Le second confinement a été plus violent, un vrai coup de massue. Ne nous voilons pas la face : c'est un beau merdier pour plein de gens. Je touche des droits d'auteur et j'ai eu accès au droit passerelle, cela m'a sauvé. Mais tout le monde dans le milieu n'y a pas eu droit. Lorsque je croisais des techniciens, le message était le même : c'était chaud ! Beaucoup se sont retrouvés sans revenus. Parmi eux, il y en a qui doivent bosser vingt jours par mois pour remplir leur frigo. Ils n'ont pas d'activités parallèles. L'annulation des concerts, ça a été un drame pour eux. Certains, qui ont dédié leur vie à leur métier, ont dû mettre la clé sous le paillasson. Et cela vaut pour d'autres secteurs : bon nombre de personnes qui vivaient en équilibre fragile ont basculé sous le seuil de pauvreté.

Comment voyez-vous l'avenir ?

Avec optimisme malgré tout. Comme beaucoup, je fais le pari que d'ici quelques mois, tout va repartir. J'ai déjà des dates prévues et j'y crois. Il faut continuer à y croire !

Les artistes sont là pour donner la niaque aux gens. S'il y a bien des gens qui ne doivent pas rentrer dans un marasme négatif, ce sont eux. Le monde a besoin de ses d'oxygène ; nous sommes là pour les remplir. Les solutions alternatives technologiques ne suffisent pas. On ne partage pas de la même façon un film vu en salle et vu sur une tablette. De même, un concert en *live*, c'est unique ; le streaming n'offre pas la même complicité, la même émulation. Même si j'ai moi-même participé à des projets en ligne et trouvé super des tas de propositions d'artistes sur les réseaux. Voir

des gens comme -M-, Souchon, Cali, Aubert... jouer dans leur salon, ça a fait du bien. Tout comme voir des artistes qui n'ont pas eu peur de sortir un nouvel album, alors qu'il n'y a pas de *live* prévu derrière pour le défendre.

Le *live* vous manque ?

Et comment ! Cet été, j'ai pu jouer dans des formules à deux sur scène, dans le respect des règles sanitaires. On a parfois l'impression que rien n'a été fait, mais le secteur n'a pas baissé les bras, des choses ont été mises en place pour que la culture continue à vivre. Certains, plus énervés que moi, vous diront qu'on n'en a pas fait assez, mais j'ai l'impression qu'on a fait de notre mieux.

Qu'est-ce qui devrait être mis en place pour une vraie reprise ?

Il faut une concertation entre le milieu sanitaire et le milieu culturel. Les virologues et autres scientifiques devraient se mettre à table avec des agents du secteur culturel pour réfléchir à des solutions. On peut imaginer des prestations en salles avec des jauge limitées, des concerts avec masque obligatoire, l'obligation de présenter un test négatif avant de venir voir un spectacle, etc. Car dire que c'est mort, qu'on ne peut plus organiser de festivals, de concerts, de foires... avant 2022, voire 2023, c'est flinguer tout le monde. Et je ne parle pas seulement au nom des artistes, mais aussi du public. La culture, on en a tous besoin. On ne peut pas nous en priver *ad vitam æternam*. ♫



© Paul Rouston

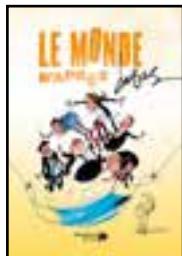
Le chanteur Saule se veut optimiste : les artistes sont là pour donner la niaque aux gens !

Des dess(e)ins pour demain

Kroll, duBus, Schuiten... Entre créations à chaud et anticipation sur demain, les dessinateurs belges croquent notre monde en mutation. Sous leurs traits, l'avenir a une mine (de crayon) peu réjouissante.

Par Fernand Letist
Journaliste

Les dessinateurs de presse sortent d'un cru 2020 contaminé par la Covid-19. Côté inspiration, une aubaine... devenue une corvée. « Dès mars, le coronavirus a été très inspirant », témoigne Pierre Kroll. « Ce momentum a d'abord dopé ma créativité avant qu'au second confinement, cet exercice quotidien devienne une corvée, car j'avais déjà tout dit. » Frédéric duBus nuance : « Je ne dirais pas une corvée, plutôt un casse-tête après avoir été une aubaine au printemps. »



Frédéric duBus,
« Le Monde
d'après », Waterloo,
Renaissance
du Livre, 2020,
64 pages.

Pierre Kroll,
« Alors ? On en parle ? » et « Une année sans fin », Paris, Les Arènes, 2020, 120 pages et 96 pages.

tion, des régimes “totalitaro-populistes”, du repli sur soi, des frontières recréées. De meilleure humeur, je ne le croquerai pas pour autant réparé et idéal. En revanche, je nourris plus d'espoir pour après-demain, sur le terrain éthique, politique, global. Je crois qu'on est engagé dans une phase plombante, mais obligée de l'Histoire avant de repartir vers un monde qui continuera de se mélanger et qui imposera certaines choses optimistes déjà en germe. »

Guerre et traits

Le tout avec ou sans Covid. Une périple qui, d'après Kroll, restera un élément de demain, mais qui laisse déjà un goût amer au dessinateur du *Soir* : « La séquence Covid a accentué le politiquement correct et même la pensée unique. On a déclaré la “guerre” au virus. Et durant les guerres, quiconque n'est pas aligné sur le discours officiel et la pensée dominante est un réfractaire, un traître. Cet “ordre sanitaire” est sacré par une grand-messe médiatique quotidienne en direct, sans aspérités ni expressions trop dissonantes. Perso, je ne suis ni anti-ceci ni

Et demain, y pensent-ils déjà ? « Je suis un pessimiste qui croit en l'avenir », pirouette duBus. « Ma vision de demain en dessin, ce serait le même monde actuel, mais en plus moche. Si les adjectifs à lui accoler sont aussi hideux que “webinaire” ou “présentiel”, ça ne promet rien de bon. » Kroll n'est pas plus positif. « Un dessin du monde futur ? Un jour de déprime, ce serait le même qu'aujourd'hui assorti du constat sévère que côté environnement, biodiversité, réchauffement climatique, migrations, c'est loupé. Et que l'avenir est à l'aggravation de la pollu-

anti-cela. Je plaide seulement pour que dans ce Tout-Covid, on donne plus de place à l'humour, décalé, sarcastique, satirique. Signe des temps, la RTBF a décidé de se passer de mes petits dessins dans ses débats... Alors que le cartoon de presse est un excellent médium pour aider le public à accepter la situation, à se consoler ou à se venger gentiment des décisions qui ont un impact sur nos vies. Cela participe à une catharsis capable d'empêcher les mécontents de se jeter dans les bras de complotistes de tous poils, hélas seule incarnation d'un discours alternatif. »

Une leçon à tirer pour l'avenir. Mais Kroll ne s'illusionne pas. « La désinvolture n'est pas pour demain, alors que la vraie liberté de presse, c'est de pouvoir déconner. Comme quand *Charlie Hebdo* transgressait tous azimuts en ciblant pèle-mêle femmes, musulmans, militaires, handicapés, Noirs... Quant aux caricatures du Prophète, hélas, les islamistes ont gagné. Personne n'ose(ra) plus les publier. »

L'avenir, en pire

François Schuiten, dessinateur et auteur de science-fiction, est lui loin du décryptage littéral de l'actu. Il est plus dans la métaphore, parfois anticipatrice. « Aujourd'hui, mon album *La Fièvre d'Urbicande*, sorti il y a trente-cinq ans, est perçu comme un écho visionnaire de la pandémie actuelle », sourit le dessinateur actuellement plongé dans un travail prospectif original au sein d'une « Red Team » recrutée par... l'armée française ! « En effet, la Défense française a demandé à une dizaine d'au-



teurs de science-fiction d'imaginer collectivement le monde d'ici 2040-2060. Notre groupe élabore des scénarios d'anticipation (dont je réalise également la traduction graphique). Ils consistent en des hypothèses d'avenir crédibles, potentiellement menaçantes pour la France. Quand je vois les catastrophes climatiques, les effets des migrations, le déséquilibre environnemental qui se préparent, nos scénarios se construisent naturellement sous un angle négatif. Mais, en parallèle, émerge aussi la promesse de connaissances, d'énergies et d'une grande variété de choses positives. Demain slalomera entre du magnifique et de l'ultra-dangereux. Ces scénarios du pire à usage de l'armée française témoignent de nos angoisses, de nos peurs, de nos difficultés. Il faut imaginer le futur dans ses dimensions les plus négatives. Pour mieux les prévenir », conclut l'auteur des *Cités obscures*.



François Schuiten est membre de la « Red Team » mise sur pied par l'armée française pour élaborer des scénarios d'anticipation sur le monde en 2040 et en 2060. Deux scénarios sont déjà consultables sur <https://redteamdefense.org>.

« Il faut sanctuariser la salle de cinéma »

Si certains tournages ont repris, du côté des salles obscures, les sièges restent vides et les cinéphiles en mal de grand écran : le secteur cinématographique essuie lui aussi les revers de la pandémie. Producteur et distributeur, Jacques-Henri Bronckart, acteur incontournable du cinéma en Belgique, dénonce l'oubli et aspire au partage.

Par Sigrid Descamps
Journaliste

Cinéphile cinéphage, Jacques-Henri Bronckart œuvre dans le monde du 7^e art belge depuis plus de vingt ans, en production (Versus production) et en distribution (O'Brother). L'homme fort derrière la plupart des films de Bouli Lanners et d'Olivier Masset-Depasse, c'est lui. Les films, il les suit de A à Z, des premières lignes du script à la diffusion sur petit écran en passant par le financement, la fabrication, la promotion, la vente et... le passage sur grand écran ! « Pour beaucoup, le premier confinement a été vécu comme un moment particulier, on a essayé de trouver du sens, de se dire que c'était une pause qui allait nous permettre d'analyser, de repenser le modèle... Sauf qu'on a vite repris nos activités et que toutes les réflexions sont apparues tels des vœux pieux, même si certaines choses ont été lancées, dont un projet de collaboration entre producteurs européens. Lorsque le second confinement est arrivé, l'espoir s'est envolé. Malgré tout ce qui a été dit, fait, la culture est restée la grande oubliée de

la crise. Quand nos responsables politiques passent plus de temps à discuter des salons de coiffure que de la culture, on en déduit qu'ils ne la considèrent pas comme essentielle et ça, c'est effrayant ! »

Trop de films en stock ?

La fermeture des salles a reporté ou annulé la sortie de nombreux films, désormais en « réserve ». « Certains distributeurs parlent déjà de surstock ; à un moment, ils ne pourront plus acheter de nouveaux films. Une structure comme O'Brother par exemple sort environ douze films par an, là on en a déjà quinze et des coups de cœur sont encore possibles. Sauf qu'on n'a pas les moyens de sortir vingt-cinq films sur un an ! Sortir un film exige de l'argent, une stratégie... Il va donc y avoir de la casse ! »

Si certains ont été reportés, plusieurs tournages ont eu lieu, dans le respect strict des règles sanitaires. « Cela a per-

mis à beaucoup – acteurs, réalisateurs, mais aussi décorateurs, maquilleurs, techniciens, etc. – de rattraper leur année. Les gens étaient contents de se retrouver, de travailler... En revanche, l'ambiance était différente, plus sérieuse. Tourner avec des masques, des règles de distanciation, c'est moins stimulant au niveau des relations humaines. Et pour les producteurs, gérer, en plus du reste, les situations liées à la pandémie s'apparentait à de la haute voltige : il a fallu multiplier les loges, repenser le catering, mettre en place des tests... Certaines équipes ont dû effectuer plusieurs tests sur un tournage. Cela a engendré des coûts supplémentaires pouvant s'élever à des dizaines de milliers d'euros ! »

Les salles : le sel du métier

« Côté diffusion, la crise a fait le jeu des plateformes. Les conséquences vont être énormes. Je ne suis pas contre... Quand on produit un film pour Netflix et qu'en quelques jours, il est vu par des millions de personnes dans le monde, honnêtement, c'est grisant. Mais on perd le sel du métier : l'excitation de voir un projet prendre forme, le présenter en festival, au public, lire les critiques, recevoir les réactions du public... Et privés de cela, on s'assèche, la créativité en pâtit. On n'a pas envie de se dire que le seul salut vient des plateformes. Si un film finit toujours sur le petit écran, il n'est pas conçu de la même manière quand il est pensé pour le grand. C'est donc toute une chaîne qui est mise à mal. Il faut absolument trouver une façon de rééquilibrer le rapport de forces ! »

« Je suis allé au cinéma le jour de la réouverture des salles (le 1^{er} juillet

© Unifrance

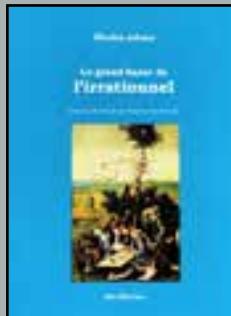


dernier, NDLR) : le public était présent et tout était mis en place pour respecter la jauge, les distances... Il faut continuer à défendre et à sanctuariser les salles de cinéma. Aller au ciné, ce n'est pas seulement voir un film, c'est une expérience sociale, collective : on retrouve des amis, on va prendre un verre, manger au resto, on peut discuter aussi avec des inconnus à la sortie... C'est un moment de partage. » Dans le même ordre d'idées, le producteur plaide également pour une autre approche du cinéma par les salles elles-mêmes : « Elles ne doivent plus juste programmer des films en misant sur ceux qui vont leur rapporter le plus ; elles doivent devenir des lieux de rencontre, donner rendez-vous au public, notamment en accompagnant les projections d'activités complémentaires... Elles doivent augmenter la dimension "expérience humaine", le public est demandeur ! » ♦

Jacques-Henri Bronckart aspire au développement du cinéma comme lieu de rencontre.

Ces dangereuses croyances farfelues

L'association belge des athées, jeune, mais prolifique association, sort un nouvel ouvrage au titre particulièrement bien choisi : *Le Grand Bazar de l'irrationnel*. Déjà que, depuis des années, nous vivons dans une société de l'immédiateté qui favorise la manipulation de toutes les émotions au détriment de la raison, mais, en 2020, de la fin de la présidence Trump aux États-Unis à l'irruption d'un infiniment petit qui déstabilise à ce point notre société, nous aurons été notamment

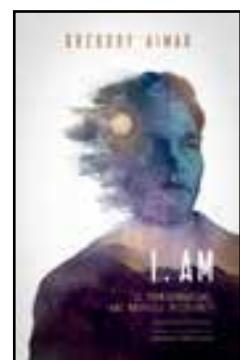


servis en complotismes divers. L'année 2020 aura démontré par l'absurde à quel point toute situation de crise constitue un levier dangereux pour la propagation d'idées les plus farfelues qui, dans un contexte normal, pourraient parfois prêter à sourire, mais qui, aujourd'hui, fait parfois froid dans le dos. Le décryptage auquel se livrent les différents auteurs dans ce nouveau numéro des « Études athées » est donc d'une précieuse actualité. Ainsi en va-t-il, par exemple, au vu de ce qui risque

L'omniscience selon MAÏA

Grégory Aimar n'en est pas à ses premiers écrits sur l'humanité et son devenir. Ancien journaliste et réalisateur, l'auteur français s'offre et nous offre, avec ce premier roman, une immersion complète dans ses thèmes de prédilection : la science, la technologie, la psychologie et la spiritualité. La question qu'il pose en sous-titre peut surprendre, car la plupart des transhumanistes sont athées et privilégient la méthode scientifique à la croyance. Mais transhumanisme et religion semblent répondre à un même besoin de transcendance. Une des questions sous-jacentes constraint le personnage principal à un jeu de yoyo entre conviction et doute : ce lien, cette connexion virtuelle permanente est-elle bénéfique pour l'humanité ? L'histoire est celle de Damian Goodwill, jeune homme torturé qui, en 2025, dans un monde dominé par les technologies, décide de succomber aux chants de la sirène MAÏA, l'intelligence artificielle centrale, et de devenir posthumain. Après l'émerveillement du début lié aux potentialités infinies offertes par les greffes d'organes augmentés et

par la puce IAM (pour intelligence artificielle mimétique) implantée dans son cerveau, au fil des mises à jour, les chimères du transhumanisme laissent progressivement place à une profonde solitude. Car le réseau MAÏA, la PostTerre et les mondes virtuels déconnectent d'une chose, essentielle : la vie



réelle. Que faire de ses nuits quand on n'a plus besoin de dormir ? Comment exploiter tous ces savoirs à portée de main ? Comment rester sain d'esprit quand la machine répond à

Changer de peau

d'être le débat public sur la vaccination, du chapitre sur les rapports méconnus entre sciences et irrationnel. De nouveaux défis sont posés à notre société contemporaine. Pour y répondre, il est crucial de pouvoir rester maître de ses choix ainsi que nous y invite sans relâche l'Association belge des athées. (bvdm)



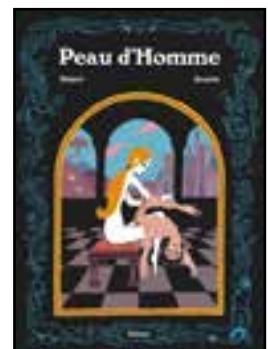
Patrice Darteville (dir.), « Le Grand Bazar de l'irrationnel », Bruxelles, Association belge des athées, coll. « Études athées », 2020, 159 pages. Prix : 19 euros

notre place ? Tenter de refouler ses doutes et se muer en messager, c'est la voie choisie un temps par notre protagoniste. Sur un plateau TV, un débat contradictoire entre Damian, devenu porte-parole du mouvement post-humaniste, et Adam Talos, philosophe humaniste pour qui transhumanisme signifie captivité et mort – et non liberté et immortalité –, sert de prétexte et de terrain à la mise en balance d'arguments riches et étayés. Roman – à peine – d'anticipation, *I. AM* met les deux pieds dans le présent et nous invite, malgré tout, à continuer de rêver et de voyager dans l'imaginaire.



Grégory Aimar, « *I. AM. Le transhumanisme, une nouvelle religion ?* », Paris, Massot, 2020, 272 pages. Prix : 19,90 euros

Déjà récompensé par de nombreux prix, *Peau d'homme* est un subtil, malicieux et un brin libertin roman graphique scénarisé par Hubert, dessiné et colorisé par Zanzim. En plein *quattrocento*, dans une ville qui pourrait être Florence, la juvénile Bianca s'apprête à épouser Giovanni, le mari peu empressé que lui ont choisi ses parents. Si celui-ci a l'air bien sous tous rapports, la jeune fille regrette cependant d'en savoir bien peu à son propos. Finaude, elle s'en ouvre à sa bonne tante et marraine qui lui révèle un secret jalousement gardé par les femmes de la famille depuis des générations : une « peau d'homme » ! En la revêtant, Bianca se mue en un magnifique éphèbe du nom de Lorenzo. À elle dès lors d'expérimenter le monde des hommes sous cette nouvelle apparence et d'en découvrir plus sur son futur époux. Mais que l'on ne s'y trompe pas, ce conte à l'allure médiévale parle aussi de notre temps et aborde, derrière une supposée frivolité, des sujets diablement contemporains. En effet, pensée par son scénariste Hubert en réaction aux discours conservateurs proférés en France contre le mariage pour tous, elle s'érite en véritable manifeste contre l'homophobie et pour le respect de l'identité sexuelle. Elle interroge abondamment le statut des hommes ainsi que la place des femmes dans la société. Elle offre également une réflexion sur les menaces aux libertés que représentent les fanatismes et les intégrismes religieux. Le dessin stylisé, inventif et lumineux de Zanzim constitue un magnifique écrin à ce récit pétillant empreint d'humanisme et d'esprit de liberté. Une jolie fable optimiste qui fait du bien, chaleureusement recommandée en ces temps troublés. (ac)



Hubert et Zanzim, « *Peau d'homme* », Paris, Glénat, coll. « 1000 Feuilles », 2020, 160 pages. Prix : 27 euros

Le naturel revient au galop, gare à ses sabots !

Par Mathieu Bietlot
Philosophe et politologue

Défense du vivant, droits de Gaïa, parlement des choses, biomimétisme... le naturel revient au galop dans les préoccupations ou les solutions relatives à la crise écologique. Sans nier la nécessité de transformer nos modes d'être au monde avant que tout ne soit épuisé, corrompu ou ruiné, méfions-nous des présupposés philosophiques du slogan : « Nous sommes la nature qui se défend. » Rien n'est naturel de ce qui est humain. L'humain se démarque des autres vivants par l'insuffisance de sa nature qui l'oblige à se former et à transformer son milieu. Sa négativité constitutive lui donne accès au symbolique. Le vivant préserve la vie. L'humain construit un monde. Son rapport aux autres vivants est construit, au sens pratique et épistémologique. Il peut modifier cette construction, point s'en extraire.

Lui, et lui seul, peut déconstruire et reconstruire le monde. Il ne le peut qu'à partir de ce qui le distingue des autres vivants. Cette conscience grâce à laquelle il prend la mesure des problèmes et des mesures appropriées. Cette science dont les progrès comprennent désormais les autres vivants de manière plus complexe que Descartes. Sans pour autant pouvoir abolir

la distance ou traverser le rideau qui nous en sépare. Ce n'est donc point à l'écoute de ou en symbiose avec le vivant que nous sauverons l'avenir. Impossible, une telle immédiateté s'avère de surcroît dangereuse.

Pour relever le défi climatique, c'est d'une politique du monde dont nous avons besoin. La politique ne relève pas du vivant, mais de l'« être-avec » de l'humain, en ce compris son être-avec les autres vivants incapables de lui rendre la réciproque. Le vivant ne se politise pas lui-même et ne se laisse pas politiser sans péril essentialiste. Il ne s'inquiète pas de l'avenir collectif. Il ne se préoccupe que de sa survie. Nous ne voulons pas perdurer à n'importe quelles conditions. C'est lorsque le vivant prime sur le monde qu'on justifie les différences sexuelles, la sélection naturelle, le survivalisme ou le néodarwinisme ; qu'une politique immunitaire s'impose avec les mêmes menaces que la politique sécuritaire. Nous aspirons à vivre libres et égaux. Vivre libre ou mourir, tel est le risque que l'humanité doit assumer pour être... en développant une dialectique avec l'environnement qui permette à l'histoire de continuer pour toutes et tous. ♦



Pompes Funèbres Générales de Belgique s.a

Entreprise familiale depuis 1875 TIELEMANS - RAULIER - DELRIEU

Chaussée d'Alsemberg 19 - 1060 BRUXELLES
Tél : 02/537.05.64. - pfgb.brussels@gmail.com

Funérailles Wyns

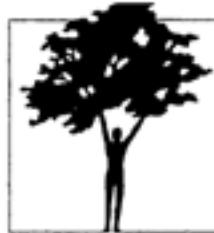
Transferts,
Funérailles, Crémations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

24h/24h

Tél : 02 538 15 60
GSM : 0477 28 76 26

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre Et Bordet)

Contact : Dominique Peeren



SOCIETE BELGE POUR LA CREMATION

Association sans but lucratif

Fondée en 1906

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crémationiste. Faites-vous membre

Assistance, complète
et désintéressée

DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
02 513 03 96

Annonces

Écoute, émissions, livre... les bonnes énergies

Isolement, solitude, deuil, angoisses

BESOIN D'EN PARLER ?
UN BÉNÉVOLE LAÏQUE EST À VOTRE ÉCOUTE

0800 82 089

Garanties d'anonymat et de confidentialité

Numéro gratuit

ESPACE de libertés

Éditeur responsable

Benoît Van der Meerschen

Directeur de la publication

Hervé Parmentier

Rédactrice en chef

Sandra Evrard

Secrétaire de rédaction

Amélie Dogot

Production

Fabienne Sergoyenne

Illustrations du dossier

Marco Paulo

Graphisme

YEBOgraphics

Imprimeur

Kliemo

Fondateur

Jean Schouters

Abonnement

10 numéros

Ne paraît pas en juillet - août

Belgique : 20 € • Étranger : 32 €

par virement au compte du CAL :

IBAN : BE16 2100 6247 9974

BIC : GEBABEBB

TVA : BE 0409 110 069

ISSN : 0775-2768

Centre d'Action Laïque

Campus de la Plaine ULB, CP 236

Boulevard de la Plaine

1050 Bruxelles

Tél : 02 627 68 68 • Fax : 02 627 68 01

fabienne.sergoyenne@laicite.net



Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique - Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Centre d'Action Laïque s'engage à ce que la collecte et le traitement de vos données soient conformes au règlement général sur la protection des données (RGPD), adopté par le Parlement européen le 14 avril 2016 (règlement n° 2016/769). Plus d'infos : www.laicite.be/vi-privee

LES RENDEZ-VOUS RADIO ET TÉLÉ DE LA LAÏCITÉ

www.libresensemble.be

*libres,
ensemble*

02
FÉV

▶ Télévision | En fin de soirée sur *La Une*

Covid : le casse-tête des écoles professionnelles

Rediffusion : 08/02 à 23h45 sur *La Trois*

06
FÉV

▶ Radio | à 20h sur *La Première*

Baromètre de la sécurité sociale

07
FÉV

▶ Télévision | à 9h20 sur *La Une*

Une jeunesse sous cloche

Rediffusion : 10/02 à 23h45 sur *La Trois* | 13/02 à 10h30 sur *La Une*

13
FÉV

▶ Radio | à 20h sur *La Première*

Sexualités, sentiments et stéréotypes : oser en parler

16
FÉV

▶ Télévision | En fin de soirée sur *La Une*

Pour un urbanisme antisexiste

Rediffusion : 22/02 à 23h45 sur *La Trois*

20
FÉV

▶ Radio | à 20h sur *La Première*

Printemps arabes, 10 ans après

21
FÉV

▶ Télévision | à 9h20 sur *La Une*

100 ans de prohibition des drogues : stop ou encore ?

Rediffusion : 24/02 à 23h45 sur *La Trois* | 27/02 à 10h30 sur *La Une*

27
FÉV

▶ Radio | à 20h sur *La Première*

La stratégie de vaccination en questions

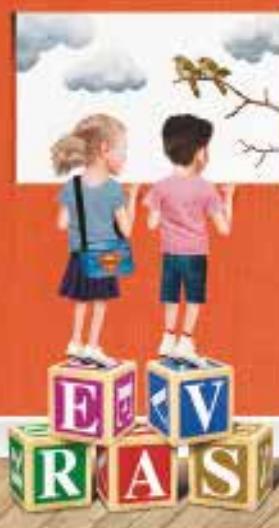


libres, ensemble

LIBERTÉ
J'ÉCRIS
TON NOM

JULIE HENRIET

SEXUALITÉS, SENTIMENTS
ET STÉRÉOTYPES
OSER EN PARLER



LIBERTÉ
J'ÉCRIS
TON NOM

Bientôt
disponible
en e-Pub
à 5 €

10€ l'exemplaire

En vente directe au Centre d'Action Laïque, sur commande via la librairie en ligne www.laicite.be/publications
ou par virement sur le compte du CAL : IBAN BE16 2100 6247 9974 (frais de port : 3,63 €)
Contact : 02 627 68 11 - cal@laicite.net

